

À CEUX QUI MENACENT L'ALGÉRIE

NOUVEL AVERTISSEMENT DE L'ANP

Page 16

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

786 NOUVEAUX CAS ET 12 DÉCÈS EN 24 HEURES

Page 3

ISSN : 1112-7449

MIDI



L'info, rien que l'info

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Libre

N° 4298 | Lundi 12 juillet 2021 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

INCENDIES À KHENCHELA

UN BILAN ENVIRONNEMENTAL CATASTROPHIQUE

Page 5

REBOND DU COVID-19

LES NOUVELLES INSTRUCTIONS DE TEBBOUNE

Page 3

COUPE DE LA LIGUE DE FOOTBALL



LES CANARIS SE PRÉPARENT POUR LA FINALE FACE À MAGRA

Page 14



ACCIDENTS ROUTIERS

- UNE HÉCATOMBE QUE LE COVID NE DOIT PAS CACHER
- UN AUTRE DRAME À GHARDAÏA ENDEUILLE DES FAMILLES

Page 4



279

aides au logement rural attribuées dans la commune d'Aïn-Azel.

390

nouvelles places pédagogiques à réceptionner à Aïn-Témouchent.

904

accidents de la circulation déplorés à Boumerdès en 2021.

Tentative de nidification d'une tortue de mer sur une plage de Tipasa

Une première tentative de nidification d'une tortue de mer caouanne sur le littoral algérien a été observée sur la plage d'El-Hamdania, dans la wilaya de Tipasa, a annoncé l'antenne locale du Commissariat national du littoral (CNL). Dans une publication sur sa page Facebook, l'antenne de wilaya du CNL a annoncé que la première observation documentée d'une tentative de nidification d'une tortue de mer caouanne a été observée le 5 juillet par une famille d'estivants. La même publication a signalé que la tortue en question s'apprêtait à faire son nid, avant d'être surprise par la petite Meriem, ce qui a permis de documenter ce premier cas du genre en Algérie avec des photographies. Selon des membres de la même famille, la tortue a pris peur et est vite retournée en mer, après avoir préparé son nid en creusant un trou, sans y pondre d'œufs. Les services de la CNL se sont déplacés sur les lieux et ont sensibilisé les estivants à être vigilants pour ne pas perturber cet animal



marin, les invitant à informer les services de la CNL en cas d'observation de cas similaires.

Sortie à Batna de la 1^{re} promotion de "master mise en scène" de l'Est



La première promotion master mise en scène théâtrale à l'échelle de l'est du pays est sortie du département des arts de la faculté de langue, de littérature arabe et des arts de l'université

Batna-1 Moudjahid-Hadj-Lakhdar, a appris l'APS auprès du chef de ce département. S'exprimant en marge de la soutenance du premier mémoire de master de cette spécialité, Dr Tarek Thabet a affirmé que cette promotion se compose de 19 étudiants et étudiantes qui ont produit, à l'occasion, trois pièces qui seront présentées au théâtre régional Dr-Salah-Lombarkia. La première de ces pièces, inspirée d'une œuvre de l'écrivain russe Anton Pavlovitch Tchekhov et intitulée *Demande en mariage* a été produite par les étudiants Lotfi Bensebaâ, Abdelghafour Mezghiche et Amel Fathallah, sous la direction d'Abderrahmane Boulabbas. Ces œuvres s'inscrivent dans le cadre de la formation de compétences dans le domaine du théâtre, a indiqué Dr Thabet, qui a souligné que les étudiants ont reçu une formation supérieure dans le domaine de la mise en scène et des techniques scéniques. La direction du théâtre régional de Batna a mis la salle du théâtre à la disposition du département des arts pour y programmer ses activités, dont des conférences et les soutenances de mémoires, en vertu d'une convention signée entre cette infrastructure et l'université Batna-1.

Journée fil rouge de la Radio algérienne à la mémoire des déportés

Sous le thème "Hommage aux déportés", la Radio algérienne a consacré, dimanche 11 juillet, une journée fil rouge à la mémoire de ces victimes de la barbarie coloniale. Cette journée perpétue la Mémoire de tous les déportés par la France coloniale dans les quatre coins du monde : vers la Nouvelle Calédonie, la Guyane, Marguerite en France, Brazzaville et en Syrie. Un programme varié a été consacré autour de cette mémorielle thématique par des historiens et des chercheurs en hommage à ces Algériens arrachés à leur patrie par le colonialisme français pour les jeter dans les bagnes des contrées lointaines. Les auditeurs ont découvert de nombreuses vérités de cette sombre page de l'histoire. L'initiative de la Radio algérienne vient rappeler les douleurs de milliers d'Algériens déportés dans des conditions inhumaines par les boureaux coloniaux. Des voix déchirantes se feront encore entendre pour ne jamais oublier la sauvagerie du colonisateur et le courage de nos aïeux, qui ont bravé la répression sauvage de l'ennemi et résisté jusqu'à arracher l'Indépendance. Cette activité vient s'ajouter aux symboles honorifiques dédiés telle la fresque murale érigée en leur



mémoire qui fut inaugurée à Alger, le 5 juillet courant, par le président de la République à l'occasion de la célébration du 59^e anniversaire de l'Indépendance et de la Jeunesse.

D
I
X
I
T



Brahim Boughali, Pdt de l'APN

"Nous sommes confrontés, en tant qu'Assemblée, à de grands défis et de nombreux enjeux, et tenus d'être à la hauteur des aspirations des citoyens."

Des concertos pour... vaches

"Jouer pour les vaches, c'est un peu la continuation de ce que j'ai toujours fait dans ma carrière de soliste : je suis passionné par le fait de porter la musique classique en dehors des salles de concert", explique Jacob Shaw, à l'origine du projet.

"Pendant le corona, nous avons décidé de passer à la deuxième meilleure chose : jouer pour des animaux", affirme-t-il.

À l'automne, il a convaincu un fermier mélomane d'exposer ses bêtes, de race à viande, à la musique classique pour améliorer leur bien-être.

Un parc d'attractions pour... attraper les Pokemon

Le parc d'attractions "Pokémon Wonder" va ouvrir ses portes dans une forêt près de Tokyo, au Japon. Celui-ci permettra aux fans de la saga d'attraper des spécimens dans un temps limité et par groupe.

Les visiteurs pourront ainsi partir à l'aventure avec des notes d'enquête et tenter d'attraper plus de 50 spécimens.

Les séances s'organiseront au rythme de six personnes par groupe. Ceux-ci bénéficieront de 90 minutes pour tenter d'attraper le plus de Pokémons.

REBOND DU COVID-19

Les nouvelles instructions de Tebboune

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, samedi 10 juillet 2021, une réunion du Comité scientifique chargé du suivi de l'épidémie de coronavirus en Algérie, en vue de prendre en charge la situation épidémiologique actuelle.

PAR LAKHDARI BRAHIM

Selon le communiqué ayant sanctionné la réunion, rendu public sur la page Facebook de la présidence, "le président de la République a présidé aujourd'hui une réunion du Comité scientifique chargé du suivi de l'épidémie du coronavirus, en présence du ministre de l'Intérieur, du ministre de la Santé et du Directeur général de la Sûreté nationale (DGSN)".

Cette réunion a été consacrée à l'étude de la situation épidémiologique liée à au coronavirus en Algérie, suite à la recrudescence soudaine et rapide de l'épidémie. Après avoir écouté les exposés des ministres et responsables, le chef de l'État a donné une série d'instructions en vue d'endiguer la propagation du virus dans les jours à venir. "Ainsi, il a été décidé de réactiver, avec rigueur, toutes les mesures



de prévention décidées depuis le début de la propagation de l'épidémie", lit-on dans le communiqué. Il s'agit, selon la même source, "du port du masque de protection, la distanciation physique, la généralisation de l'utilisation des désinfectants, mais aussi de l'accélération de la cadence de la campagne de vaccination, d'autant qu'elle est le seul moyen pour casser la chaîne de propagation". Dans le même sillage, il a été également décidé "l'utilisation optimale du nombre de lits dédiés aux malades du Covid-19, et une augmentation de leur capacité actuelle de 07 % à 15 %, notamment dans les grandes villes comme Alger, Oran et Constantine. Les ministres de l'Intérieur et des Transports ont également

été chargés de prendre des mesures de précaution, en utilisant les hôpitaux de proximité, et d'exploiter l'hôpital bateau dans les villes côtières, si nécessaire", ajoute encore le communiqué de la présidence. Par ailleurs, le communiqué a rappelé que "la situation épidémiologique maîtrisée jusqu'à présent, requiert désormais davantage de vigilance".

La vaccination est la seule solution

Le ministre de la Santé Abderrahmane Benbouzid a révélé qu'en raison du nombre élevé d'infections par le Covid-19, des réunions ont eu lieu avec les directeurs des hôpitaux, où "il leur a été demandé de rassembler le plus grand nombre possible de lits dans les hôpitaux". Ajoutant que "malgré le nombre collecté, cela reste toujours insuffisant, car le danger existe et demeure toujours", il a souligné la nécessité "d'élever le niveau de préparation et d'urgence dans les hôpitaux". Dans ce sillage, le ministre de la Santé Abderrahmane Benbouzid, a déclaré : "Nous n'accepterons pas qu'un patient soit interdit d'hospitalisation sous prétexte qu'il n'y a

pas de lit". Le ministre a ajouté, lors de son passage dimanche à la Télévision publique, qu'il a rencontré les directeurs de la santé des wilayas pour assurer une couverture complète de tous les patients à travers le territoire national. Benbouzid a déclaré qu'il s'est entretenu d'urgence avec les directeurs pour préparer les hôpitaux à recevoir les patients, soulignant la nécessité d'assurer une exploitation optimale du nombre de lits affectés aux patients Covid-19, et à augmenter leurs capacités d'accueil, notamment dans les grandes villes, à l'image d'Alger, Oran et Constantine.

Le ministre de la Santé a insisté sur le fait que la vaccination est la seule solution pour éviter une aggravation de la situation sanitaire, et a précisé que 5 millions de doses ont été allouées pour le mois de juillet, expliquant que toutes les cliniques sont ouvertes pour recevoir les citoyens. "Nous allons entrer dans les institutions publiques pour vacciner les employés et les travailleurs", a déclaré le ministre, en coordination avec l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA).

L. B.

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

786 nouveaux cas et 12 décès en 24 heures

Dimanche 11 juillet 2021, les autorités sanitaires ont recensé une légère baisse des contaminations, soit 786 cas contre 813 la veille.

Malheureusement on déplore encore 12 nouveaux décès. 39 patients sont actuellement en soins intensifs.

La 3^e vague secoue les espoirs de la relance économique

PAR RIAD EL HADI

Variante indien ou britannique, non respect des gestes barrières, et ouverture des espaces publics et aériens, ces derniers mois, ont soumis la situation pandémique en Algérie, une accélération de la vague de contaminations, atteignant plus de 800 cas. Or le facteur le plus contraignant demeure sans conteste la réticence des Algériens à se faire vacciner, alors que le vaccin est désormais disponible en quantité suffisante. C'est toute la complexité de la situation, dans la mesure où cette option était une leur d'espoir lorsque durant les premières vagues de la pandémie, ou l'aboutissement au vaccin était considéré comme le seul moyen de lutte efficace contre le virus. Paradoxalement, maintenant que ce dernier est disponible, et ne fait l'objet d'aucune complication grave, ni de décès, l'opération de vaccination lancée depuis le début de l'année, n'est arrivée qu'à 10 % de couverture de la population.

Manifestement, les Algériens ne veulent pas se faire vacciner, et demeurent en proie à l'effet de la rumeur qui se base essentiellement sur la composition du vaccin, et sur les éventuels effets secondaires. Des paramètres qui pour l'heure ne sont que le fruit d'une crainte injustifiable, dans la mesure où, hormis quelques cas de com-

plication liés à des patients souffrants de maladies chroniques, il n'existe aucun fait probant d'une menace claire.

Cela dit, la situation s'est considérablement compliquée, lorsqu'en plus d'une faiblesse dans l'action de vaccination, l'anarchie et le relâchement du respect du protocole sanitaire en vigueur s'accroissent et donnent lieu à une situation qui pourrait rapidement devenir incontrôlable.

Et pour cause, la situation au niveau des hôpitaux est plus qu'inquiétante selon les différentes déclarations officielles, où il est fait état de libération de services d'autre spécialités au profit de la lutte contre le Covid. C'est dire qu'en l'espace de quelques jours les chiffres se sont envolés, et risquent de doubler dans les jours à venir. Cela étant, le retour au confinement à domicile, demeure, selon, le ministre de la santé, une solution que son département n'a pas encore envisagé, et préfère maintenir et renforcer la direction de la vaccination, dans le but d'atteindre un taux susceptible de rompre les foyers de contamination, et de privilégier un retour à la vie normale. Une orientation qui s'explique par la volonté de l'État à éviter les causes d'une nouvelle descente aux enfers, socio-économique, qui pourrait être fatale pour la relance de l'économie nationale. Et ce dans la mesure où les effets d'une 3^e vague donnerait le coup de grâce aux franges de la

société les plus démunies, et plongerait celle des revenus moyens dans une précarité sans précédent, suite aux effets d'un confinement strict, d'une limitation de déplacement, dont les répercussions seraient fatalement, les pertes considérables d'emplois, l'arrêt des grandes réalisations, et des projets, et par conséquent un gel des réformes en cours, annonciateur de déclin. Autrement dit, c'est toute une stratégie et des processus de sortie de crise, qui seront compromis.

A contrario, le maintien d'une politique basée sur la généralisation de la vaccination, serait en dépit du coût de l'opération, plus bénéfique et moins onéreux que les effets du confinement et des indemnités. Et ce dans la mesure où cette dernière atteindrait les indicateurs d'une immunité collective, synonyme d'éradication de la pandémie, et par conséquent, permettrait en un temps record, de poursuivre les actions de redressement de la situation économique du pays. En d'autres termes, on gagnerait à éviter une longue durée de confinement qui engendrerait d'énormes dépenses en amont et en aval, en conférant à l'option de vaccination, toute la prise de conscience dont elle a besoin. L'heure n'est plus au choix des vaccins, ou à la réticence, car les enjeux et les intérêts de tous sont menacés.

R. E.

DEPUIS LE DÉBUT DE L'ÉPIDÉMIE 191 médecins sont décédés du Covid-19

"Nous avons enregistré le décès de 191 médecins dû au Covid-19 depuis le début de la pandémie, 240 décès de professionnels du secteur, et plus de 17.000 professionnels contaminés", a indiqué le président du Syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP), le docteur Lyes Merabet.

Intervenant hier sur les ondes de la radio locale de Sétif, M. Merabet a indiqué que la situation est inquiétante, précisant qu'on n'exclue pas que le nombre des contaminations, dans 15 jours, atteigne des milliers de cas par jour, car cette souche affecte beaucoup plus que la précédente.

Le docteur Merabet a indiqué que si nous agissons maintenant, nous pouvons contrôler la situation d'ici à deux semaines, où nous assisterons au pic des cas de contamination au coronavirus.

"Nous craignons que la situation épidémiologique n'explose à l'avenir, si nous ne nous engageons pas immédiatement et ne prenons pas de mesures urgentes, il y a des wilayas qui enregistrent quotidiennement des centaines de cas", selon la même source.

Il a mis en garde contre des pages Facebook suspectes dont la valeur scientifique est douteuse, qui calomnient les experts, et remettent en cause l'efficacité du vaccin et sèment la peur chez les Algériens.

"Nous nous dirigeons progressivement vers une vaccination obligatoire de manière indirecte en obligeant les citoyens à avoir un pass vaccinal au sein des entreprises, des institutions, des espaces publics, des compagnies aériennes et des sociétés de transport", a-t-il ajouté.

"Nous exigeons formellement en tant que syndicat des pouvoirs publics d'activer les mesures de dissuasion, de mettre en place des protocoles sanitaires et, si nécessaire, de revenir à la mesure du confinement pour limiter l'épidémie", a indiqué le docteur Lyes Merabet, selon le même média.

ACCIDENTS ROUTIERS

Une hécatombe que le Covid ne doit pas cacher

Des chiffres de contamination du Covid 19 et des victimes des accidents de la route, en croissance exponentielle, et des avalanches de statistiques inquiétantes...

PAR RAHIMA RAHMOUNI

Face à cette situation, Rachid Ghezli, sous-directeur de la prévention et de la sécurité routière, à la DGSN, estime que des "mesures urgentes doivent être prises pour protéger la population". Invité, hier de la rédaction de la Chaîne 3 de la Radio algérienne, celui-ci assure que la "police continue son devoir d'assurer les mesures de prévention contre la propagation du coronavirus", en précisant que ces derniers temps "on a constaté un relâchement de certains citoyens, notamment après l'ouverture des lieux publics".

Argumentant ses dires, il affirme que les services de police ont procédé, entre mars 2020 et juillet 2021, à "la mise en fourrière de 82.146 véhicules pour non respect de confinement".

25.681 infractions dans les transports en commun ont été enregistrés durant la même période et des procédures judiciaires ont été engagées contre 574.964 personnes".

L'invité de la rédaction de la chaîne 3 ajoute que durant la journée du 9 juillet, 435 infractions liées au non port du masque de protection ont été signalées. Rachid Ghezli assure que la DGSN "ne ménagera aucun effort pour protéger l'ensemble de la population" et appelle les citoyens à respecter les mesures préventives visant à enrayer la propagation de la pandémie.



Des chiffres qui laissent sans voix

Concernant les accidents de la route et dans le sillage des chiffres en forte hausse avec une moyenne de plus de 4.000 décès en une année, l'intervenant déplore les accidents de Constantine (19 morts), Bordj-Badji-Mokhtar (8 morts) et Ghardaïa (9 morts). "Ce week-end est parmi les bilans les plus lourds jamais enregistrés, c'est des chiffres qui nous laissent sans voix", ajoute-t-il.

En six mois on a atteint l'équivalent de 2.000 morts sur nos routes "c'est l'équivalent d'un village décimé", regrette-t-il, n'estimant qu'"un accident de la route n'est pas une fatalité, il faut se dire qu'on

peut éviter ces catastrophes. On ne peut pas prendre une distance de 600 kilomètres avec un seul chauffeur de transport en commun. Il y a des mesures qui disent que chaque 300 kilomètres, il y a un chauffeur qui doit prendre le relais" fait-il savoir. Pour lui, la "lutte contre les accidents de la route nécessite l'ensemble des intervenants, on peut parler d'infrastructures, contrôle d'automobile, la pièce de rechange, de l'urbanisation, donc tout est lié", estime-t-il.

Vers la modification de la loi de la prévention et de la sécurité routière

Le commissaire Rachid Ghezli propose de revoir le code de la route afin de le "rendre

plus lisible" en jugeant que les "modifications qui ont été faites sont insuffisantes. Il faut dire que la loi-cadre 014 doit être revue, raison pour laquelle une commission du ministère de la Justice est en train d'étudier la refonte de cette loi et une introduction des modifications pour l'actualiser avec le contexte actuelle et les impératifs en matière de sécurité routière," révèle-t-il. Mais il faut savoir que la solution la plus simple "consiste à régler les problèmes que le conducteur génère lui-même en matière d'insécurité routière", dit-il en indiquant qu'"il y a certains chauffeurs qui conduisent très mal. Il faut que le conducteur connaisse les mesures à prendre en prenant le volant, il a un environnement qu'il doit respecter et faire respecter", explique le commissaire Rachid Ghezli.

Introduire les multimédias dans l'obtention du permis de conduire

Le vrai problème, dit-il, "réside dans le comportement du conducteur et la formation est très importante dans ce domaine". Le sous-directeur de la prévention et de la sécurité routière, à la DGSN, indique que "parmi les recommandations de la Sûreté nationale, c'est "d'introduire les multimédias dans l'obtention du permis de conduire.

C'est très important, il faut que le conducteur de demain sache ce qu'est un accident. Pour cela, il doit vivre une situation de simulation qui lui permettra de concevoir réellement les dangers de la route", conclut-il.

R. R.

APRÈS CONSTANTINE ET BORDJ-BADJI-MOKHTAR

Un autre drame à Ghardaïa endeuille des familles

PAR RACIM NIDAL

Moins de 48 heures après les terribles accidents de Constantine et Bordj-Badji-Mokhtar, qui ont fait 27 victimes, un autre sinistre de la route s'est produit dans la nuit de samedi à dimanche dans la vallée du M'zab, faisant 9 morts et 32 blessés, selon un bilan provisoire des secouristes.

Les circonstances de cet effroyable drame de la route, qui endeuille une fois encore des familles algériennes, ne sont pas encore connues pour l'instant, une enquête des services de sécurité compétents étant ouverte.

Selon les services de la Protection civile qui a dépêché sur place ses équipes de secouristes, le sinistre s'est produit dans la nuit de samedi à dimanche à une cinquantaine de kilomètres de la ville de Ghardaïa, plus exactement sur le tronçon de la route de contournement de la vallée du M'Zab, sur la route nationale 1.

Là encore, l'accident s'est produit entre un bus de transport de voyageurs, effectuant la liaison El-Menea et Alger, et un véhicule lourd, un camion de transport de pastèques.

Vendredi soir, rappelle-t-on, un tragique accident de la circulation qui a eu lieu au lieu-dit Oued-Ouarzeg, dans la commune

de Beni-H'midene sur la RN 27 reliant les wilayas de Constantine et Jijel, a fait 18 morts (11 femmes, 6 enfants et 1 homme) et 11 blessés, selon un bilan de la Gendarmerie nationale.

Dans la même journée à Bordj-Badji-Mokhtar, une collision entre un véhicule 4x4 et un camion a fait 9 morts, et plusieurs blessés.

Ces accidents de la route rappellent notamment celui du 31 décembre 2020 lorsque 21 personnes étaient mortes dans un terrible accident de la route à Tamanrasset. La hausse du nombre de sinistres mettant en cause des véhicules de gros tonnage est quant à elle devenue préoccupante, selon des experts des assurances.

Et, comme si les leçons ne sont pas apprises, un autre drame, celui de ce samedi matin dans la couronne urbaine de Ghardaïa, dans la vallée du M'zab, vient encore endeuiller des familles algériennes en cette période de vacances.

La hausse du nombre des accidents de la route au cours de ces dernières vingt quatre heures à travers le territoire national est par ailleurs inquiétante et interpelle plus que jamais sur le danger que constitue ce phénomène, qui a pris des proportions dramatiques autant pour la société que pour l'économie nationale. Le coût moyen annuel des sinistres grève les finances

publiques à hauteur de plus d'un milliard d'euros annuellement.

Quant aux plus hautes autorités du pays, elles ont montré qu'elles restent attachées à la préservation de la vie des Algériens, au réconfort des familles endeuillées, et à mettre fin au phénomène des accidents de la route, sinon à lui trouver des solutions draconiennes.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présenté samedi ses condoléances aux familles des victimes des deux accidents de la route survenus vendredi à Constantine et à Bordj-Badji-Mokhtar.

"J'ai appris avec une profonde affliction la terrible nouvelle des deux accidents de la route survenus à Constantine et à Bordj-Badji-Mokhtar", a tweeté le Président Tebboune.

"En cette douloureuse circonstance, je présente mes sincères condoléances aux familles des victimes. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons", a écrit le président de la République.

Selon la commission de la sécurité routière, 3.275 personnes sont mortes et 30.000 autres ont été blessées dans des accidents de la route en 2019.

Le facteur humain, selon la même source, est responsable à 96 % de ces sinistres.

R. N.

ACCIDENT MORTEL DE CONSTANTINE

Le conducteur du camion-remorque en garde à vue

Le conducteur du camion-remorque, auteur de l'accident mortel survenu à Constantine, a été placé en garde à vue en attendant le parachèvement de l'enquête préliminaire et la présentation des parties devant le tribunal de Zighoud Youcef, a indiqué un communiqué du procureur de la République près le même tribunal.

L'enquête préliminaire sur l'accident mortel survenu, vendredi soir à 20h au lieu-dit Oued-Ouarzeg, se poursuit toujours au niveau de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de Beni-H'midene.

L'accident a fait 19 morts et 9 blessés à divers degrés, selon le dernier bilan.

Le conducteur d'un camion-remorque, âgé de 59 ans, et qui était chargé de graviers, venant de Constantine vers Jijel a perdu le contrôle du véhicule qui roulait à grande vitesse, suite à l'arrêt du système de freinage, entrant en collision avec un bus de transport de voyageurs qui venait de Jijel vers Constantine.

Les victimes ont été transférées vers le centre hospitalo-universitaire Ibn-Badis.

R. N.

RETOUR DES ALGÉRIENS DE L'ÉTRANGER

Des conditions d'accueil à améliorer !

Les conditions du retour des Algériens de l'étranger restent confrontées à des aléas organisationnels. Face aux flux incessants de voyageurs et la réduction à 3 aéroports de réception, les ressortissants algériens sont contraints à de longues attentes.

PAR FAYÇAL ABDELGHANI

Si les autorités ont pris le soin d'alléger les dispositifs du retour des Algériens résidant à l'étranger, ceux-ci ne sont pas exempts de lourdeurs administratives.

Les 3 aéroports (Alger, Constantine et Oran) sont saturés par le flux incessant de voyageurs qui sont restés longtemps bloqués à l'étranger. Le nombre de vols hebdomadaires entre l'Algérie et les 5 villes françaises qui passera dès la semaine prochaine à 6 vols, ne suffit pas à contenir le nombre de voyageurs.

Pour Air Algérie, une flotte de 10 avions a été mobilisée à cette fin pour espérer voir la situation se débloquer. Avec ce flux qui débarque quotidiennement, les services de contrôle sont dépassés du fait que les contrôles des documents de voyage prennent plus de temps que d'habitude. "Auparavant, on ne dépassait pas une demi-heure pour le contrôle des passeports à la PAF", déplore un ressortissant algérien de retour de Marseille.

Aujourd'hui, il y a plus de temps dans ces mesures. Il faudra vérifier minutieusement les documents relatifs à la santé du voyageur comme le test PCR s'il est négatif ou positif, et si les voyageurs ont été vaccinés ou pas.

Les files augmentent et certains arrivent à lâcher leurs nerfs en égratignant les responsables à travers des vidéos postés sur



Facebook. Comme le cas de cette Algérienne qui a crié sa détresse en restant bloquée des heures durant à cause d'une assurance voyage qu'elle n'a pas réussi à trouver dans ses bagages. Ou un autre citoyen qui a vu ses chocolats destinés à sa famille confisqués par un douanier qui a évité de déclarer la totalité des produits dans le reçu remis à ce citoyen en colère. A cet effet, on apprend que les services des Douanes ont ouvert une enquête à ce sujet. Les exemples ne cessent pas de se multiplier face à ces "maladresses et autres abus" dont sont victimes les voyageurs algériens qui ont dû négocier fort une place pour le retour. Il y a ce sujet, les salles d'embarquement qui ne suffisent pas à contenir le nombre impressionnant de

ceux qui sont de retour. L'entreprise de gestion des services aéroportuaires d'Alger, d'Oran et de Constantine a été instruite ces jours-ci de procéder à "une extension des salles d'embarquement et de veiller au respect de protocole de distanciation à travers des marches pas bien claires" afin d'éviter toute contagion entre voyageurs. Cela dit, du côté prise en charge médicale pour ceux qui ont contracté le virus, les ressortissants algériens saluent les efforts des équipes médicales et paramédicales qui ont été mobilisés.

Ces derniers n'hésitent pas à prendre soin des personnes vulnérables et malades chroniques qui effectuent leur retour sans encombre de ce côté.

F. A.

PIC DE CANICULE

La Protection civile appelle les citoyens à la vigilance

PAR CHAHINE ASTOUATI

Une campagne de prévention et de sensibilisation sur les risques liés à la canicule, a été lancée par la Protection civile qui appelle les citoyens au respect strict des consignes de prévention.

"Suite à la canicule qui touche plusieurs wilayas du pays, la direction générale de la Protection civile lance une campagne de prévention et de sensibilisation sur les risques liés à cette canicule et invite les citoyens au respect strict des consignes de prévention", indique un communiqué de la Protection civile, rendu public ce dimanche.

La Protection civile appelle les citoyens à ne pas s'exposer au soleil en particulier les personnes âgées, les personnes atteintes de maladies chroniques ainsi que les enfants, à fermer les volets et les rideaux des façades exposées au soleil et à les ouvrir la nuit pour laisser pénétrer la fraîcheur.

Elle conseille aussi les citoyens de provoquer des courants d'air dans tout le bâtiment dès que la température extérieure est plus basse que la température intérieure, à se rafraîchir régulièrement en prenant des douches ou à l'aide d'un brumisateur, ou mouiller son corps et se ventiler.

Il s'agit également d'éviter les endroits confinés et baisser ou éteindre les lumières électriques ainsi que d'éviter de se déplacer pendant cette période, sauf en cas de nécessité. La Protection civile recommande, en outre, de se déplacer tôt le matin ou tard le soir, en particulier dans les wilayas intérieures, à rester à l'ombre dans la mesure du possible et à ne pas s'exposer en plein soleil.

"Si vous devez sortir, portez un chapeau, des vêtements légers (en coton) et amples, de préférence de couleur claire", conseille-telle, invitant à penser à aider les personnes dépendantes (nourissons et enfants, personnes âgées, malades) en leur

proposant régulièrement de l'eau, tout en recommandant aux conducteurs n'ayant pas l'air conditionné dans leur véhicule, d'éviter d'effectuer des longs trajets au cours de la journée et de programmer en soirée ou la nuit.

Les citoyens sont appelés également à rester dans les endroits frais et à l'ombre, et à ne jamais laisser les enfants seuls à l'intérieur d'un véhicule.

Par ailleurs, la Protection civile appelle à ne pas se baigner au niveau des réserves d'eau (barrage, retenue collinaire, mare d'eau et bassin d'eau) et à ne pas fréquenter les plages interdites à la baignade.

A toute fin utile, la direction générale de la Protection civile met à la disposition des citoyens le numéro vert 10 21 et le numéro d'urgence le 14, les invitant, lors de leurs appels, à préciser l'adresse exacte et la nature de l'accident pour une prise en charge rapide et efficace.

C. A.

INCENDIES À KHENCHELA

Un bilan environnemental catastrophique

Le sous-directeur de la protection du patrimoine forestier à la direction générale des forêts, Abdelghani Boumessaoud, a révélé que l'ampleur des dégâts des incendies qui ont ravagé la wilaya de Khenchela "équivalait à quatre fois le nombre total d'incendies enregistrés au niveau national". En effet Boumessaoud a confirmé, samedi 10 juillet 2021, sur les ondes de la chaîne 1, que "les incendies dans la wilaya de Khenchela étaient prémédités". Le même porte-parole a indiqué que "247 incendies ont été enregistrés depuis le début mois de juin dernier jusqu'au 9 juillet, causant des dégâts sur une superficie de 740 hectares, dont 247 hectares de forêts, 202 hectares de brousse et 149 hectares de buissons". Les efforts pour éteindre les feux de forêt d'Aïn-Mimoun, Chelia et Bouhamama dans le chef-lieu de Khenchela se poursuivent pour le septième jour consécutif.

Le feu n'est pas entièrement éteint

Par ailleurs, le directeur de wilaya de la Protection civile, le commandant Abdelmalek Boubartakh, a déclaré que les équipes intervenant au niveau des foyers d'incendie à travers les forêts de Khenchela "se démènent afin de terminer le processus d'extinction de l'incendie dans les prochaines heures". Le responsable a ajouté que la situation était largement maîtrisée, notant qu'hier matin, les "incendies qui sévissaient dans la forêt située à Tamza, près du carrefour menant à la commune de Bouhamama, ont été éteints". Boubartakh a indiqué que "les agents de la Protection civile et des forêts, soutenus par des membres de l'Armée nationale populaire et des citoyens volontaires, continuent d'éteindre les incendies dans les forêts de Djebel-Feraoun et dans les communes de Tamza, Chelia et Bouhamama, qu'il décrit comme étant des "foyers sensibles" qui peuvent se réanimer, selon lui, à tout moment par des températures élevées et la vitesse du vent.

ÉTUDES UNIVERSITAIRES

La formation à distance officiellement adoptée

Le directeur général des enseignements et de la formation supérieure au ministère de l'Enseignement supérieur, Boualem Saïdani, a révélé hier que le ministère a officiellement adopté la formation à distance dans les universités. Il a expliqué, lors de son intervention à Echourouk News, que la "formation à distance a prouvé son efficacité et que le ministère l'a officiellement approuvée". M. Saïdani a indiqué que les "inscriptions universitaires pour l'année prochaine se feront aussi à distance". Le représentant du ministère de l'Enseignement supérieur a ajouté que "la prochaine date de la rentrée universitaire sera le 4 septembre et les nouveaux étudiants peuvent payer les frais d'inscription à l'université via la carte Edhahabia". Il a également précisé que "l'orientation des étudiants vers les écoles supérieures pour les enseignants se fera en fonction des besoins du secteur de l'éducation". M. Saïdani, a révélé que la "nouvelle loi directive sur les universités est sur la table du gouvernement".

R. N.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE AIN-DEFLA
ETABLISSEMENT PUBLIC HOSPITALIER DE MILIANA
NIF :098144025014435
ADRESSE : RUE DU 1ER NOVEMBRE, MILIANA

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et délégation des services publics, la direction de l'établissement public hospitalier de Miliana, informe l'ensemble des soumissionnaires ayants participé à l'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacité minimales N° 02/2021, relatif à l'approvisionnement en :

Lot 01 : Consommables de dialyse et non tissé**Lot 02 : gaz médicaux :**

que les procédures d'évaluations et d'analyses des offres, faite conformément aux critères prévus dans le cahier de charge ont donné les résultats suivants :

Designation	Soumissionnaires	Montant Minimum en TTC	Montant maximum en TTC	Observation
Lot 01 : Consommables de dialyse et non tissé	Sarl I.M.C NIF :099916000780112	48 324 299,42 da	53 462 393,77 da	Offre unique
Lot 02 : gaz médicaux	Spa linde gas algerie Nif : 000016001294328	11 889 290,00 da	13 944 420,00 da	Offre unique qualifiée

Les soumissionnaires qui contestent le choix opéré par le service contractant dans le cadre du présent avis, peuvent introduire un recours dans les dix (10) jours qui suivent la première publication de l'avis d'attribution provisoire du marché dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) ou la presse, auprès de la commission des recours de la wilaya.

- Si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date limite pour introduire le recours et prorogée au jour ouvrable suivant. Conformément aux dispositions de l'article 82 du décret présidentiel n° 15/247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics.

- Le reste des soumissionnaires qui sont intéressés peuvent ce rapprocher de l'EPH de Miliana au plus tard trois jours, à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marché, pour prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leur offres techniques et financières.

Midi Libre n° 4298 - Lundi 12 juillet 2021 - Anep 2116 012 644

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

LA WILLAYA DE LAGHOUAT
DIRECTION DE L'URBANISME ET L'ARCHITECTURE ET DE LA CONSTRUCTION
ROUTE DE DJELFA- LAGHOUAT
NUMERO D'IDENTIFICATION FISCAL-NIF: 099803019005331

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

En application des dispositions du décret présidentiels N° 15-247 en date de 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

La DIRECTION DE L'URBANISME ET L'ARCHITECTURE et de la construction de la wilaya de Laghouat Informé l'ensemble des soumissionnaires ayant participe à un appel offres ouvert avec exigence de capacités minimales N° 21/2021 lancées dans les quotidiens «midi libre » en Date du 26/05/2021 portant à la réalisation des travaux /

-LOT N° 03 : REALISATION DES RESEAUX D'ASSAINISSEMENT ET D' AEP DU LOTISSEMENT POS BOUCHARKEUR 1000LOTS COMMUNE LAGHOUAT -
qui a l'issue de l'évaluation des offres techniques et financier conformément aux critères prévus dans le cahier des charges , comme suit :

ENT	Désignation Du Projet	Montant/DA	Délai	OB
AMROUNE TAHER NIF 195528090030830	-LOT N° 03 : REALISATION DES RESEAUX D'ASSAINISSEMENT ET D' AEP DU LOTISSEMENT POS BOUCHARKEUR 1000LOTS COMMUNE LAGHOUAT	49.703.695.35	04 MOIS	MOINT DISANT

Tout soumissionnaire contestant le choix opéré par le service contractant, peut introduire un recours auprès de la commission des marchés publics de la wilaya de Laghouat dans un délai de 10 dix jours à compter de la date de la première parution du présent avis dans les journaux.

Midi Libre n° 4298 - Lundi 12 juillet 2021 - Anep 2116 012 725

MIDI

LA REVUE DES MARCHÉS PUBLICS ET DES TRAVAUX DE LA WILAYA DE LAGHOUAT



L'INFO, RIEN QUE L'INFO

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE MONDIALE

Quels impacts sur l'organisation de l'Opep+ et sur l'économie algérienne ?

Au préalable, je souhaite que le nouveau gouvernement puisse redresser la situation économique et sociale du pays, face à une situation économique et sociale complexe car tout échec aurait des répercussions graves à la fois sociales et sécuritaires et un retour au FMI courant 2022.



ECONOMIE

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE MONDIALE

Quels impacts sur l'organisation de l'Opep+ et sur l'économie algérienne ?

Au préalable, je souhaite que le nouveau gouvernement puisse redresser la situation économique et sociale du pays, face à une situation économique et sociale complexe car tout échec aurait des répercussions graves à la fois sociales et sécuritaires et un retour au FMI courant 2022.

PAR PR ABDERRAHMANE
MEBTOUL

Un des axes majeur sera de réaliser la transition énergétique supportant une coordination sans faille entre le ministère de l'Énergie, de la transition énergétique, de l'aménagement du territoire et celui de l'environnement piloté par le Conseil national de l'énergie seul habilité à tracer la stratégie énergétique. Dépendante à environ 97/98% de ses recettes en devises des hydrocarbures traditionnels avec des incidences sur les équilibres macro économiques et macro sociaux, l'Algérie est attentive à toute décision de la réunion de l'Opep. Ainsi, lors de la réunion, le 1^{er} juillet 2021, reportée au 05 juillet, la 181^e conférence ministérielle de l'Opep et la 18^e réunion ministérielle Opep+ qui devait examiner la situation du marché pétrolier international et une augmentation raisonnée de la production a été reportée sans qu'une date n'ait été fixée, faute d'un consensus, certes du veto des Emiratis mais surtout de l'incertitude de la croissance de l'économie mondiale, et du nouveau modèle de consommation énergétique mondial qui se met en place, facteurs déterminants sur le futur prix du pétrole qui après avoir atteint un niveau élevé le 05 juillet 2021, fluctuant entre 73 et 74 dollars entre le 08/9 juillet et qui pourrait être coté plus bas en cas de non entente.

1.-L'OPEP+ face à la crise mondiale

1.1.-La réunion, le 1er juillet 2021, reportée au 05 juillet de la 181^e conférence ministérielle de l'Opep et de la 18^e réunion ministérielle Opep-non Opep, qui regroupe les 23 pays (13 pays de l'Opep et 10 pays non-Opep) devait examiner la situation du marché pétrolier international et ses perspectives d'évolution a été reporté sans qu'une date n'ait encore été fixée, faute d'un consensus, certes du cas des Emiratis mais surtout de l'incertitude future de la croissance de l'économie mondiale, facteur déterminant du prix du pétrole. Il a atteint un niveau élevé ayant été coté le 05 juillet 2021, 77,16 dollars le Brent et 76,33 dollars le Wit pour un cours euro/dollar de 1,1862. L'Opep regroupe quatorze membres, principalement situés dans le Golfe (Arabie saoudite, Iran, Irak, Koweït, Emirats arabes unis), mais aussi en Afrique (Libye, Algérie, Nigeria, Angola, Gabon, Guinée équatoriale, Congo) et en Amérique latine (Équateur,

Venezuela), le Qatar a quitté l'organisation en janvier représentant environ entre 35/40% de la production commercialisée mondiale. L'Opep+ en incluant les condensats représente environ 55% de la production mondiale inclut dix autres pays pétroliers : Russie, Mexique, Kazakhstan, Azerbaïdjan, Bahreïn, Brunei, Malaisie, Oman, Soudan et Soudan du Sud, représentant environ en 2019 18,15 mbj selon l'AIE, dont 11,44 mbj pour la seule Russie. Trois pays membres du cartel historique sont exemptés de quotas au vu des difficultés économiques et politiques: le Venezuela l'Iran et la Libye encore que Tripoli espère retrouver un niveau comparable à octobre 2018 et Téhéran, en discussions actuellement avec la communauté internationale en premier lieu les USA pourraient revenir sur le marché prochainement. Le Mexique, qui avait bloqué l'an dernier l'accord de l'Opep+ par le passé est dispensé de coupe, tout en ayant promis un niveau de production raisonnable et les pays non-membres de l'Opep+ sont libres de leur volume de production : les États-Unis, premier producteur mondial de brut, mais aussi le Brésil, la Norvège, etc. Selon Blomberg les pays de l'Alliance dont la Russie et l'Arabie Saoudite ont proposé d'augmenter progressivement leur production de 2 millions de barils par jour d'ici la fin de l'année, à un taux mensuel de 500 millions de barils par jour, pour les mois d'août à décembre 2021. Le prix d'équilibre qui ne pénalise ni les pays producteurs, ni les pays consommateurs devraient fluctuer entre 65/70 dollars le baril. Mais face aux incertitudes économiques, les réductions collectives de production de l'alliance Opep+ diminueraient d'ici la fin de l'année pour atteindre environ 3,76 millions de barils par jour, contre 5,76 millions de barils par jour en juillet. Or, l'accord achoppe du fait que les Emiratis exige une plus grande production passant de 3,17 à 3,8 millions de barils/j. Mais, il faut le reconnaître les compromis sont fragiles et l'influence de l'Opep n'est plus celle des années 1974, surtout avec l'entrée des États-Unis (premier producteur mondial de brut) sur fond de boom de l'huile de schiste, et la Russie (deuxième pays producteur). Or, selon les experts, si l'Opep+ maintient ses niveaux de production inchangés jusqu'à la fin de l'année, la demande mondiale de pétrole dépasserait l'offre de 1,6 million de barils par jour au troisième trimestre et de 2,2 millions de barils par jour au dernier trimestre et l'Agence internationale de l'énergie (AIE) dans son dernier rapport mi-juin, prévoit que la demande mondiale de pétrole dépasse les niveaux d'avant la pandémie d'ici fin 2022. Cependant l'Opep+ fait face à une équation complexe, avec la flambée des prix notamment en Europe (encore que les États profitent des taxes parfois exorbitantes et pas seulement les producteurs), partagé entre une reprise de la demande bien réelle mais qui reste fragile et des prix élevés, qui freineraient la croissance de l'économie mondiale toujours en convalescence. Sans compter le cas de l'Inde en crise très important importateur, à court terme, la propagation du très contagieux variant Delta de la Covid-19, qui pousse plusieurs pays à

mettre en place de nouvelles mesures de restrictions de déplacement des biens et des personnes, pourrait avoir pour conséquence une diminution de la demande du pétrole/gaz. C'est dans ce contexte à la fois de la reprise de l'économie mondiale mais également des incertitudes, de crise qu'il faille replacer la nouvelle stratégie pétrolière et gazière mondiale : notamment le gazoduc Israël-Europe opérationnel vers 2025, mais supposant une stabilisation politique au niveau de la région, financé par les Emiratis, des tensions en Méditerranée entre la Turquie et la Grèce, le grand gazoduc Sibérie/Chine. Et c'est dans ce cadre que rentre la géostratégie énergétique dont les conflits entre la Russie, les USA et l'Europe concernant les gazoducs dont le South Stream d'une capacité de 65 milliards de mètres cubes gazeux, du North Stream1, 55 milliards de mètres cubes et du North Stream2 également de 55 milliards de mètres cubes gazeux soit au total plus de 180 milliards de mètres cubes gazeux en direction de l'Europe. Bien qu'au-delà du conflit géopolitique avec la Russie, l'opposition américaine au Nord Stream 2 pourrait faire partie d'une offensive commerciale des États-Unis. En effet, les USA sont un grand producteur de gaz et cherchent à accroître ses exportations de gaz naturels liquéfié (GNL) vers l'Europe. Mais du fait du retour du processus inflationniste dont l'énergie constitue une des causes, certains observateurs, n'exclut pas un assouplissement des positions suite à la rencontre récente entre les présidents Biden et Poutine, en rappelant que les réserves colossales de la Russie environ 45.000 milliards de mètres cubes gazeux, celles de l'Iran 34.000 et du Qatar 17.000 leur permettent d'avoir une stratégie agressive et un coût de production compétitif sans compter les importantes réserves en Afrique du Mozambique et du Nigeria.

1.2.-Mais toute analyse objective ne doit pas s'appesantir sur la conjoncture volatile mais calculer la moyenne de l'année. Si le baril gagne un dollar, en moyenne annuelle les recettes additionnelles, fonction du cours et du volume, le gain en chiffre d'affaire à ne pas confondre avec le profit net devant soustraire les coûts, varierait entre 400/500 millions de dollars. Dans ce contexte, il ya lieu de distinguer le court, moyen et le long terme. A court terme, le prix est fonction de facteurs spéculatifs boursiers, de l'évolution des stocks américains et également chinois gros importateur toute baisse influant le prix à la hausse et de l'évolution du rapport euro/dollar, assistant à une dépréciation du dollar vis à vis de l'euro qui renchérit le cours du pétrole de plusieurs points. Mais également de la politique américaine qui à court terme pour renflouer les gisements marginaux de pétrole/gaz de schiste fortement endettés préconisent un cours de 70/75 dollars afin qu'ils puissent rembourser leurs dettes, du moins à court terme, le plan de relance USA prévoyant un montant très important pour développer l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables. A moyen et long termes, le prix du pétrole sera fonction, premièrement, des actions pour lutter contre le réchauffement climatique, la



COP 26 étant prévue avant la fin de l'année 2021, dont les conséquences sont dramatiques pour le devenir de l'humanité, deuxièmement, de l'évolution du modèle de consommation énergétique mondial dont la transition énergétique avec le développement des énergies renouvelables dont le coût a baissé de plus de 50% étant devenu concurrentiel, troisièmement entre 2030/2040, du développement de l'hydrogène dont l'expérimentation a déjà commencé et quatrièmement, de facteurs exogènes, les des tensions géostratégiques au niveau des régions ayant d'importantes réserves, ayant un impact tantôt à la hausse, tantôt à la baisse.

Mais tant pour le court, moyen et long termes, le facteur déterminant sera la trajectoire de la croissance de l'économie mondiale, de la maîtrise de l'épidémie du coronavirus et de la quatrième révolution économique mondiale fondée sur la connaissance (le numérique) et la bonne gouvernance, devant assister à un nouveau pouvoir économique mondial entre 2025/2030/2035 avec des incidences géostratégiques, militaires, politiques, économiques sociales et surtout culturelles. Si l'on s'en tient à 2021, selon la banque mondiale l'économie mondiale devrait croître de 5,6 % affichant ainsi un rebond post-récession d'une ampleur sans précédent en 80 ans. Cette reprise tient en grande partie au redressement vigoureux de quelques grandes économies, tandis que de nombreuses économies émergentes et en développement sont encore aux prises avec la pandémie de Covid-19 et ses retombées, indique la Banque mondiale dans sa dernière édition des Perspectives économiques mondiale. Les États-Unis et la Chine représenteront chacun plus d'un quart de la croissance mondiale en 2021. Aux États-Unis, où l'économie a bénéficié d'un soutien budgétaire massif et la vaccination sera généralisée dans la population d'ici la mi-2021, la croissance devrait atteindre 6,8 % en 2021 et l'économie chinoise, devrait afficher une croissance solide de 8,5 % puis progresser

à un rythme plus modéré à la suite d'un recentrage des priorités sur la réduction des risques d'instabilité financière. Mais la reprise, la production mondiale fin 2021 sera inférieure d'environ 2% aux prévisions pré-Covid. Dans les deux tiers des économies émergentes et en développement, les pertes de revenu par habitant subies en 2020 ne seront pas recouvrées en 2022. Dans les pays à faible revenu, où la vaccination a pris du retard, les effets de la pandémie ont effacé les progrès réalisés dans la lutte contre la pauvreté et aggravé l'insécurité et d'autres problèmes de longue date. Face à cela, nous devrions assister au second semestre 2021 et en 2022 à un retour du processus inflationniste du fait à la fois à l'important injection monétaire et à l'endettement public, à la rupture des chaînes d'approvisionnement notamment en provenance de l'Asie pour bon nombre d'entrants le prix du transport d'un conteneur, étant passé en un an, entre la Chine et l'Europe, de 1 800 dollars et en juin 2021 autour de 10.000 dollars, de la hausse des prix des matières premières le pétrole, gaz, le fer, le bois, l'aluminium, le soja, le blé etc. et à la reprise de la demande. Ainsi, une première, l'Allemagne connu pour sa rigueur budgétaire devrait avoir selon le ministre allemand de l'économie, un taux d'inflation proche de 4% fin 2021, mais cela concerne la majorité des pays développés.

2.- La transition énergétique, le nouveau pouvoir économique mondial et urgence pour l'Algérie d'une stratégie d'adaptation

2.1.-Il ne faut pas être utopique, la transition énergétique est une réalité. Entre 2021/2025 plusieurs facteurs déterminent le prix des hydrocarbures qui ont permis depuis des décennies, pour l'Algérie, avec les dérivées 97/98% des recettes en devises. Gouverner c'est prévoir d'où l'importance pour l'Algérie de se préparer à ces nouvelles mutations évitant de vivre sur l'utopie du passé. D'ici 2030/2035, les investissements pré-

vus dans le cadre de la transition énergétique Usa/Europe/Chine, Inde devrait dépasser les 4.000 milliards de dollars où les rosses compagnies devraient réorienter leurs investissements. L'élection américaine sera déterminante pour l'avenir car les démocrates ont une autre vision de la politique énergétique, avec le retour des USA aux accords de Paris COP21 sur le réchauffement climatique. Bien que le nouveau président dit ne pas vouloir interdire le développement du pétrole/gaz de schiste dont les USA sont le premier producteur mondial, s'engageant avec les nouvelles techniques à améliorer les effets de la fracturation hydraulique, le programme de Joe Biden prévoit 2000 milliards de dollars sur les 20/30 prochaines années, soit 10% du PIB 2019, pour le développement des énergies renouvelables, les industries écologiques et l'efficacité énergétique. Plus globalement, le plan climat de Joe Biden prévoit d'investir, je le cite « dans les infrastructures intelligentes pour reconstruire la nation et pour garantir que nos bâtiments, nos infrastructures d'eau, de transport et d'énergie puissent résister aux impacts du changement climatique, de financer 1,5 million de nouveaux logements plus durables et éco-énergétiques, une réorganisation de l'industrie automobile vers les voitures hybrides et électriques, l'Etat fédéral devrait programmer notamment l'installation de 500 000 bornes de recharge publiques sur le territoire et instaurer une prime à la conversion ». L'Europe va dans la même trajectoire. La Commission européenne a fixé, avec le règlement d'exécution 2020/1294 du 15 septembre 2020, les règles du nouveau mécanisme de financement des énergies renouvelables. Chaque État membre doit contribuer à l'objectif européen de 32% d'énergies renouvelables en 2030. Une trajectoire indicative est fixée pour chacun d'entre eux pour la période 2021-2030, avec des points de référence à atteindre entre 2025 et 2027, devant mobiliser au moins 1.000 milliards d'euros d'investissements durables dans les dix années à venir avec des incitations pour

attirer les financements privés, grâce notamment au rôle essentiel que jouera la Banque européenne d'investissement. La Chine et l'Inde ont un fort engagement pour la transition énergétique. Par exemple, selon le rapport de Global Wind Energy Council de 2019, la Chine et l'Inde font partie des cinq pays regroupant 73% de l'ensemble des capacités éoliennes mondiales installées.

En termes d'énergie solaire, le soutien des gouvernements indien et chinois stimule la compétitivité de leurs filières solaire, faisant d'eux les premiers acteurs au niveau mondial. La Chine pour tenter de réduire la pollution atmosphérique due à cet usage incontrôlé du charbon, investit massivement dans les énergies renouvelables : pays leader, prévoit d'investir d'ici 2030 375/400 milliards de dollars Quant à l'Inde, elle s'est engagée à fortement développer les énergies renouvelables, en disposant en particulier de 100 GW de capacités solaires et de 60 GW éoliens d'ici à fin 2022 (contre 16,6 GW solaires et 32,7 GW éoliens à fin novembre 2017) (devant mobiliser pour cette période près de 190 milliards de dollars selon les estimations de la Climate Policy Initiative (CPI). Les USA/Europe qui représentent actuellement plus de 40% du PIB mondial pour une population inférieure à un milliard d'habitants poussent à l'efficacité énergétique et à la transition énergétique afin de lutter contre le réchauffement climatique. Car si les chinois, les indiens et les africains avaient le même modèle de consommation énergétique que les USA et l'Europe il faudrait cinq fois la planète actuelle. Je rappelle que selon le rapport de l'Onu une sécheresse sans précédent frapperait l'Afrique du Nord et l'Afrique sub saharienne entre horizon 2025, Cette prise de conscience d'un désastre planétaire a été accentuée avec l'épidémie du coronavirus où la majorité des pays ayant entériné l'Accord de Paris, issu de la COP 21, engagement conforté à la COP 22 de Marrakech devraient axer leurs efforts pour la limitation du recours aux énergies fossiles, charbon et pétrole horizon en tête, le monde et donc aller vers un Mix énergétique, l'énergie de l'avenir horizon 2030/2040 étant l'hydrogène où la recherche développement connaît un réel essor.

2.2.-Qu'en sera-t-il de l'Algérie pour les équilibres financiers, où ce retour à l'inflation et le coût élevé du transport aura des répercussions sur la valeur des importations biens finaux, matières premières et biens d'équipements, alors que l'Algérie dépendra encore longtemps, de la rente des hydrocarbures. Alors que nous assistons depuis des années au gel des projets pour l'Algérie du Nigal venant du Nigeria et de Galsi en direction de l'Italie, les gazoducs opérationnels Medgaz via/ Espagne et Transmed Via/ Italie fonctionnent en sous capacités, alors que la tension actuelle sur les prix pourrait être une opportunité du fait du déséquilibre offre demande en Europe. Mais avons-nous le niveau de production nécessaire avec la forte consommation intérieure et le désinvestissement dans ce secteur ? L'annonce récente de l'interconnexion électrique par le P.-dg

de Sonlegaz est, une illusion sans tenir compte de trois facteurs : **premièrement**, combiner les énergies renouvelables et le gaz pour réduire les coûts ; **deuxièmement** sans un partenariat gagnant-gagnant avec les réseaux européens, Sonelgaz étant en déficit structurel n'ayant pas les moyens de financement ; **troisièmement**, faire face à la concurrence internationale en Europe où l'Algérie a perdu des parts de marché entre 2005/2020 (voir notre interview quotidien gouvernemental *Horizon* 06/07/2021). Les réserves de change ont été clôturées à 42 milliards de dollars fin 2020, contre 194 fin 2013, qu'en sera-t-il en 2021, et les réserves de pétrole sont évaluées selon la déclaration du ministre algérien de l'Énergie début 2020 à 10 milliards de barils et entre 2.200 et 2.500 milliards de mètres cubes gazeux pour le gaz traditionnel, la consommation intérieure dépassant les exportations actuelles horizon 2030, mais l'Algérie possède le troisième réservoir mondial selon des études américaines pour le gaz de schiste. Mais attention pour les non initiés induisant en erreur l'opinion publique : le niveau des réserves est fonction du coût et du vecteur prix. Dans l'hypothèse d'un coût stable, plus le niveau des prix au niveau international est élevé plus le niveau des réserves est élevé permettant la rentabilité des gisements marginaux et nous aurons l'inverse en cas de baisse des prix et d'un coût croissant. La structure des exportations en 2020 montre la dominance des hydrocarbures traditionnels dont le volume est en déclin, et que les données de 2,2 milliards de dollars d'exportation hors hydrocarbures, 70% sont des semi produits et de dérivées d'hydrocarbures, étant utopique, surtout avec la paralysie de l'appareil de production et de la majorité de segments non concurrentiels, d'annoncer, une exportation de 4/5 milliards de dollars hors hydrocarbures pour l'année 2021 et pour avoir la balance devises nette, pour l'Algérie, il faudra retirer les matières importées en devises. Selon le rapport de l'Opep de mai 2021, la production ne dépasse pas 860.000 barils/j contre 1,2 à 1,3 million de barils/j entre 2007/2008, idem pour le gaz où les exportations sont passées pour la même période de 65 milliards de mètres cubes gazeux, à environ 55 en 2018 et 40/41 en 2020 selon un ex ministre de l'Énergie. Cela rend l'urgent un nouveau management de Sonatrach et la publication tant du code d'investissement que des décrets d'application de la loi des hydrocarbures pour attirer les investisseurs si l'Algérie veut profiter de cette hausse des prix, dont le retard et le manque de visibilité dans la politique économique deviennent intolérable ayant assisté à un net recul des IDE en Algérie entre 2018/2020, Sonatrach ayant signé surtout des lettres d'intention qui n'engagent nullement l'investisseur. D'où l'urgence de revoir le modèle de consommation énergétique afin de s'adapter aux nouvelles mutations entre 2025/2035 qui modifieront le nouveau pouvoir mondial et d'associer dans els faits et non dans les paroles, la transition énergétique où existent deux axes pour l'Algérie.

Le premier axe est d'améliorer l'efficacité énergétique car comment

peut-on programmer 2 millions de logements selon les anciennes normes de construction exigeant de fortes consommations d'énergie alors que les techniques moderne économisent 40 à 50% de la consommation ? Par ailleurs s'impose une nouvelle politique des prix (prix de cession du gaz sur le marché intérieur environ un dixième du prix international) occasionnant un gaspillage des ressources qui sont gelés transitoirement pour des raisons sociales. A cet effet, une réflexion doit être engagée par le gouvernement algérien pour la création d'une chambre nationale de compensation, que toute subventions devra avoir l'aval du parlement pour plus de transparence, chambre devant réaliser un système de péréquation, segmentant les activités afin d'encourager les secteurs structurants et tenant compte du revenu par couches sociales, impliquant un système d'information transparent en temps réel.

Le deuxième axe est le développement des énergies renouvelables devant combiner le thermique et le photovoltaïque dont le coût de production mondial a diminué de plus de 50% et il le sera plus à l'avenir. Or, avec plus de 3.000 heures d'ensoleillement par an, l'Algérie a tout ce qu'il faut pour développer l'utilisation de l'énergie solaire, ou presque. Le soleil tout seul ne suffit pas. Il faut la technologie et les équipements pour transformer ce don du ciel en énergie électrique. La production à grande échelle permettrait de réduire substantiellement les coûts tout en favorisant à l'aval une multitude de PMI-PME, renforçant le tissu industriel à partir des énergies propres (industries écologiques).

La promotion des énergies renouvelables suppose des moyens financiers importants en investissement et en recherche-développement.

Depuis de longues années les gouvernements successifs ont annoncé que l'Algérie à installer une puissance d'origine renouvelable de près de 22.000 MW, dont 12.000 MW seraient dédiés à couvrir la demande nationale de l'électricité et 10.000 MW à l'exportation et que d'ici 2030, l'objectif serait de produire, 30 à 40% de ses besoins en électricité à partir des énergies renouvelables : beaucoup de paroles, plus de cinq conseils de ministres lui ont été consacrés depuis et des réalisations insignifiantes faute d'une stratégie clairement définie. Car tout le problème consiste en la mobilisation du montant de l'investissement, grâce à un partenariat gagnant/gagnant, de se préparer déjà à former la ressource humaine pour la maîtrise technologique et, donc, se préparer à ces nouvelles mutations énergétiques, le pays, devant connaître de fortes turbulences financières entre 2021/2022 et s'éloigner de cette mentalité rentière. Comme je l'ai démontré récemment dans l'interview donnée à l'American Herald Tribune -USA le 23 avril 2020 « Prof. Abderrahmane Meboul : *We Have Witnessed a Veritable Planetary Hecatomb and the World Will Never be the Same Again* », l'impact de l'épidémie du coronavirus sur l'économie mondiale sera fonction du vaccin don les dernières nouvelles optimistes ont permis une hausse du cours des hydrocarbures

UTILISATION DES VÉHICULES ÉLECTRIQUES EN ALGÉRIE

La maintenance et la réparation maîtrisables

La maintenance des véhicules électriques, considérée par de nombreux Algériens comme un frein à l'acquisition de ce genre de moyen de locomotion, ne constituera pas un problème de l'avis des experts du domaine de l'automobile, notamment des professionnels de l'entretien des véhicules.

C'est ce qu'a affirmé le directeur général de Speedy Algérie, Khaled Djema, qui a assuré que la maintenance d'un véhicule électrique ne sera pas plus compliquée que celle d'un véhicule à moteur thermique, mais plutôt plus "sophistiquée", vu qu'il y aura plus d'électronique et d'informatique dans le véhicule électrique.

Djema n'a pas écarté, toutefois, l'éventualité d'éprouver des difficultés, au début, du fait que ce soit quelque chose de nouveau, notamment en termes de technologie, chose qui nécessite de se préparer, surtout en matière de formation, mais aussi d'outillage.

Ainsi, il a insisté sur le fait que les concessionnaires devront s'équiper pour assurer le service après-vente de leurs véhicules électriques.

Comme pour rassurer davantage les futurs utilisateurs de véhicules électriques, le responsable de Speedy Algérie a donné l'exemple des téléviseurs en couleurs ou des smartphones qui avaient suscité des appréhensions avant d'être vite adoptés et même privilégiés par les consommateurs.

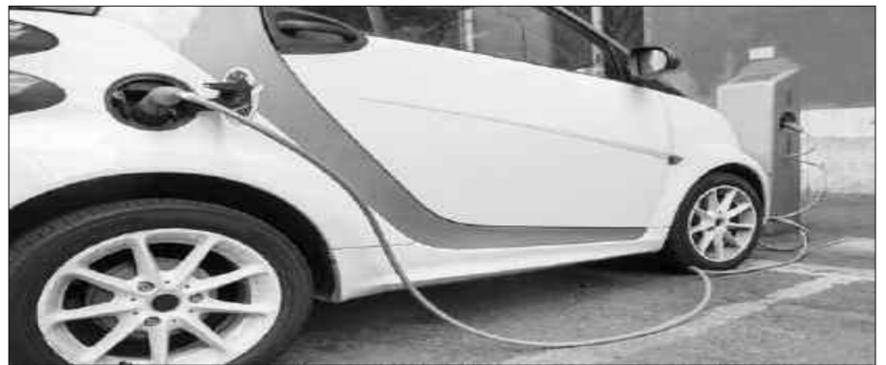
Djema a fait savoir que Speedy Algérie a lancé des investissements en

matière d'outils de diagnostic pour répondre au mieux à l'évolution électronique et informatique des véhicules électriques, ajoutant que le groupe international qu'il représente a déployé en Algérie six centres jusqu'à maintenant et compte en ouvrir une dizaine d'autres qui seront équipés pour assurer l'entretien et la maintenance des véhicules électriques.

Le gérant de cette chaîne de centres de maintenance de véhicules multimarques a expliqué que les véhicules électriques exigent de nouvelles prestations en termes de maintenance dominées par le changement de pièces et de consommables électroniques et électriques, alors que les prestations classiques telles que le changement des lubrifiants (huiles), des filtres (filtre à huile, filtre à essence et à gasoil) disparaîtront sur ce genre de véhicules.

Djema a souligné, également, que les utilisateurs de véhicules électriques seront appelés à changer plus fréquemment certains consommables, à l'instar des plaquettes de frein qui sont davantage sollicitées sur un véhicule électrique que sur un véhicule thermique qui peut s'appuyer sur le frein moteur pour éviter d'user ses plaquettes de frein. Pour sa part, le fondateur du site algérien spécialisé en automobile "DZMotion" et ingénieur et professeur en génie mécanique, Sofiane Barkat, ne conçoit pas que le service après-vente puisse constituer une contrainte à l'acquisition d'un véhicule électrique.

Barkat a estimé que, contrairement aux idées reçues, un moteur électrique sera plus facile à réparer qu'un moteur thermique, tout en offrant une durée de vie plus longue et des pannes moins fréquentes, grâce aux composants simples qu'il intègre.



Il a considéré, ainsi, que la technologie utilisée dans les véhicules électriques est maîtrisée par les Algériens, la qualifiant de "toute simple" puisqu'il s'agit, selon lui, d'électronique de base.

De son côté, le président du secrétariat des comités en charges des activités de construction et des concessionnaires de véhicules neufs, Mohamed Djebili, a relevé que les concessionnaires seront tenus, selon le cahier des charges qui régit leur activité, de former leurs employés, assurant le service après-vente en bénéficiant du transfert de technologie de leur constructeur concédant, notamment en ce qui concerne les véhicules électriques.

Véhicules électriques : une autonomie et une puissance de plus en plus grandes

Interrogé, par ailleurs, sur l'autonomie et la puissance de ce type de véhicules, le fondateur du site algérien spécialisé en automobile "DZMotion", ingénieur et professeur en génie mécanique, Sofiane Barkat, a assuré que les véhicules électriques développent un couple (qui détermine leur capacité à franchir des côtes) plus élevé que celui des véhicules à moteur thermique.

Il cite comme exemple le couple développé par une Renault Clio et atteignant les 165 newton/mètre, alors que son équivalente en électrique, soit la Renault Zoe, développe un couple de 245 newton/mètre, ce qui la rend beaucoup plus performante que la Clio en roulant sur une pente.

Plus encore, ce spécialiste évoquera la ville de San Francisco où il y a beaucoup plus de côtes qu'en Algérie et où les véhicules électriques sont très répandus.

Sur ce point, Djema explique, à son tour, que la puissance des véhicules électriques et leur capacité à rouler dans différents reliefs, notamment les côtes, n'est plus à démontrer, évoquant que certains modèles développent une puissance de 200 chevaux.

Les progrès des constructeurs se manifeste, également, en termes d'autonomie grâce aux investissements colossaux dans le domaine de la recherche et développement qui a permis de passer des 400 à 500 km d'autonomie proposée, en moyenne, à 1.000 kilomètres d'autonomie assurée par certains véhicules électriques, a expliqué Djema qui a ajouté que "dans deux à trois ans, on pourrait arriver à 2.000 voire à 3000 kilomètres d'autonomie".

R. E.

BORNES DE RECHARGEMENT

Une centaine de stations-service équipées

Près d'une centaine de stations-service de Naftal seront équipées de bornes de rechargement de véhicules électriques d'ici à la fin de l'année en cours, a affirmé un responsable au sein de cette entreprise publique de distribution des produits pétroliers.

Selon le premier conseiller du P-dg de Naftal, Adel Bentoumi, au moins une station-service dans chacune des 58 wilayas sera équipée d'une borne de rechargement électrique, en plus des stations autoroutières (autoroute Est-Ouest), au nombre de 32, avec un nombre plus élevé dans les wilayas où le parc automobile est plus important.

Naftal va démarrer cette opération par un projet pilote avec une première borne de rechargement déjà installée au niveau de la station-service de

Chéraga. Cette borne, "qui a été produite en Algérie par le groupe privé Amimer Energie, permet le rechargement complet de la batterie en 1 heure et 5 minutes pour un véhicule dont l'autonomie est de 400 kilomètres", a précisé Bentoumi, soulignant que certaines bornes de rechargement peuvent charger complètement la batterie de cette catégorie de véhicules en 40 à 45 minutes.

Naftal a lancé une pré-qualification pour établir une short-liste des éventuels partenaires et attend un retour de la part des candidats intéressés, a ajouté le responsable qui a estimé que "l'entreprise aura besoin de plusieurs fournisseurs pour bâtir son réseau". Par la suite, la société nationale lancera l'acquisition et l'installation des bornes de

rechargement électrique au niveau de son réseau en équipant au minimum une station par wilaya et en prévoyant d'installer des bornes de recharge ultra-rapides dans les stations autoroutières.

De son côté, le président du secrétariat des comités en charge des activités de construction et des concessionnaires de véhicules neufs, Mohamed Djebili, n'a pas écarté la possibilité que le ministère de tutelle inclut la fabrication des bornes de rechargement électrique dans le régime préférentiel exonérant les opérateurs qui se lanceront dans cette activité des droits et taxes, une fois les véhicules électriques vulgarisés et la demande sur les bornes de rechargement plus importante.

Pour sa part, le fondateur du

site algérien spécialisé en automobile "DZMotion", Sofiane Barkat, a évoqué "la nécessité de tisser un réseau dense de bornes de rechargement électrique si l'on veut encourager les citoyens algériens à acquérir des véhicules électriques".

"Faute d'installation de bornes de rechargement à des intervalles réguliers et rapprochés, les conducteurs ne s'aventureront pas à effectuer de longs trajets au volant de leurs véhicules électriques, faisant de ce type de véhicules des voitures de ville, ce qui n'est pas le but recherché", a-t-il argué.

Un taux d'intégration de 70 % pour la borne pilote

Concernant la borne de rechargement électrique ins-

tallée au niveau de station-service de Naftal de Chéraga, la première du genre, elle a été conçue et développée par des ressources et compétences algériennes avec un taux d'intégration de 70%, qui pourra atteindre les 100% dans un stade d'industrialisation, explique son fabricant. Cinq bornes adaptées aux différents besoins du marché, allant de l'utilisation domestique à l'utilisation en zone urbaine mais aussi sur les zones autoroutières, avec des temps de charge qui varient selon l'application, ont été réalisées jusqu'à présent, et les résultats des tests sur des simulateurs de véhicules ont été "satisfaisants", précise un communiqué de Amimer Energie.

R. E.

SIDI BEL-ABBÈS, AMÉLIORATION DE L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE

Plusieurs projets en cours de réalisation



Plusieurs projets visant à assurer l'amélioration de l'alimentation en eau potable des citoyens et à améliorer les capacités de stockage de ce produit vital sont en cours de réalisation à travers plusieurs communes de la wilaya de Sidi Bel-Abbès.

C'est ce qu'a appris l'APS auprès du directeur local des ressources en eau, Berklit Laid. Le même responsable a souligné la réalisation en cours de "9.000 mètres linéaires de fonçage soit une moyenne de 34 forages permettant de fournir 30.000 m³ d'eau dont 15.000 m³ destinées au chef-lieu de wilaya". Ces fonçages, ayant nécessité un montant de 900 millions DA sont menés à travers les communes de Tenira, Sidi-Ali Benyoub, Oued-Sefioune, Chott-Chergui, Aïn el-Berd, Chatouane Belaïla et Mekedra. Les délais de leur réalisation sont fixés à 8 mois. La wilaya de Sidi Bel-Abbès a consacré également un "investissement d'un milliard de dinars pour soutenir ses capacités de stockage par la réalisa-

tion de deux réservoirs d'une capacité de 20.000 m³ chacun", a ajouté le même responsable. Il a noté que les "entreprises de réalisation ont été retenues et les travaux démarreront prochainement avec un délai de réalisation de 18 mois".

La partie nord-est de la wilaya sera renforcée par la réalisation de deux réservoirs d'une capacité de 500 m³ chacun, en plus d'un autre d'une capacité de 1.000 m³. Les projets nécessiteront une enveloppe de 800 millions DA, les travaux seront bientôt lancés après l'achèvement des démarches administratives.

Par ailleurs, trois stations de pompage et de transfert d'eau seront également réhabilitées depuis le barrage de Sidi Abdelli vers Sidi Bel-Abbès, pour un montant de 1,3 milliard DA.

Concernant la fourniture d'eau potable dans les zones d'ombre, le même responsable a fait état de "la prise en charge de l'AEP des zones d'ombre de Delahim et Sebahha à partir des barrages de Sarno et de Sidi-Abdelli respectivement. D'autres zones d'ombre de la wilaya ont été approvisionnées en eau potable, dans le cadre des programmes de développement communal PCD", a mentionné en outre

Berklit Laid. Par ailleurs, dans le cadre du programme de développement local de l'exercice écoulé, la priorité a été donnée au secteur des ressources en eau qui a bénéficié d'une soixantaine d'opérations liées à l'AEP ainsi qu'à la réalisation des réseaux d'assainissement, la plupart de ces opérations ont été lancées. S'agissant des grands projets visant le transfert d'eau vers la partie sud de la wilaya, il a été procédé à la mise en service du projet de transfert d'eau à partir du Chott-Gharbi. Ce sont dix communes qui sont alimentées en eau potable quotidiennement.

Concernant le projet de raccordement au réseau de transfert d'eau dessalée à partir de la station de Honaïne, le taux d'avancement des travaux a atteint 95 %. Il sera mis en service à la fin du mois de juillet, ce qui permettra d'alimenter la population du chef-lieu de wilaya et 18 autres communes avec un ratio quotidien de 45.000 m³ d'eau au profit de 463.000 habitants, a précisé le même responsable, qui a estimé que ces projets stratégiques devront doubler les capacités de stockage d'eau potable de la wilaya pour passer de 39.000 m³ actuellement à 80.000 m³ d'ici le début de 2022.

TISSEMSILT, CONSOMMATION D'EAU POTABLE EN ÉTÉ

Mise en place d'un programme de rationalisation

L'unité de la wilaya de Tissemsilt de l'Algérienne des eaux (ADE) a lancé un programme spécial visant à rationaliser la consommation de l'eau potable durant la période d'été, suite à la baisse du volume des ouvrages approvisionnant la région.

Le programme tracé au niveau de la direction des ressources en eau de la wilaya, englobe la réduction du volume horaire de distribution de l'eau potable aux communes de la wilaya de 24 heures à 8 heures par jour pour six communes, à 6 heures pour huit autres communes et à 4 heures pour huit autres, a affirmé à l'APS le directeur d'unité, Khaled Guellil.

Par ailleurs, le ratio quotidien par personne diminuera de 170 litres par jour l'an dernier à 100 l/j, soulignant que ce

programme est venu rationaliser la distribution et économiser l'eau suite à la baisse sensible du niveau des barrages Koudiet-Rosfa dans la commune de Beni-Chaïb et Derder qui assurent l'approvisionnement des 22 communes de la wilaya, de Tissemsilt et la diminution des eaux de souterraines dans la commune de Rechaïga qui alimente le chef-lieu de wilaya de Tissemsilt.

La quantité d'eau potable produite actuellement à partir des ouvrages destinés à l'alimentation des populations de la wilaya de Tissemsilt a atteint globalement 51.000 mètres cubes par jour, alors que les besoins des habitants de la wilaya sont estimés à 54.000 m³ par jour. Le même programme prévoit le lancement d'une vaste campagne de sensibilisation pour lutter contre le gas-

pillage de l'eau durant la période des chaleurs à travers des affiches dans les lieux publics et des conseils sur la page officielle de l'unité de wilaya de l'ADE sur le web.

D'autre part, cette unité a pris une batterie de mesures pour la saison estivale comportant la mobilisation de trois équipes techniques au niveau central relevant des daïras de Tissemsilt, Theniet el-Had et Bordj Bou-Naâma, pour intervenir en cas de coupures et de perturbation dans la distribution d'eau, ainsi que pour des opérations d'assainissement, de nettoyage et de maintenance des infrastructures hydrauliques dont les réservoirs et les stations de traitement et d'épuration des eaux usées.

APS

OUARGLA

Renforcement du réseau de l'AEP à Rouissat

Diverses opérations visant à renforcer le réseau d'approvisionnement en eau potable ont été réalisées dans la commune de Rouissat à la périphérie d'Ouargla.

Parmi ces opérations mises en service lors d'une visite de terrain jeudi des autorités de la wilaya, 5 forages destinés à alimenter un complexe hydraulique situé dans la localité d'El-Hadeb.

Ce complexe hydraulique dispose d'une station de déminéralisation d'une capacité de traitement de 27.000 litres/jour, considérée comme la plus importante des stations de déminéralisation implantées à travers le Grand Ouargla.

La wilaya d'Ouargla compte, actuellement pas moins de 100 forages similaires, dont 44 forages réalisés entre 2020 et 2021, à la faveur de budgets communal et de wilaya, ainsi que dans le cadre du Plan sectoriel de développement. Au cours de sa visite, le wali a également donné le coup d'envoi d'une opération de réhabilitation du réseau d'eau potable, de l'intersection d'El-Hadeb à la station de déminéralisation de Zyayna.

La wilaya d'Ouargla compte neuf stations de déminéralisation localisées dans les quartiers Gherbouz, Aïn el-Kheir, Haï-Bouزيد, Mekhadma, Ifri-Gara, Zyayna, Haï-Ennasr, Bamendil et El-Hadeb.

Chaque station implantée dans un complexe hydraulique et alimentée à partir de forages est appelée à améliorer la qualité de l'eau potable distribuée à la population. Il s'agit de traiter 70.500 m³ d'eau pour fournir 75 % de l'eau déminéralisée, soit près de 53.000 m³/jour.

EL-KALA

Réalisation d'une station de dessalement

Avec une capacité de 80.000 m³/jour, une nouvelle station de dessalement d'eau de mer sera réalisée à moyen terme dans la daïra côtière d'El-Kala.

Après celle en cours de réalisation depuis 2018 à Draouche, d'une capacité globale de 300.000 m³/jour, destinée à alimenter en eau quatre wilayas de l'est du pays, cette nouvelle station est la deuxième du genre. L'étude de ce projet a d'ores et déjà été lancée et signalant qu'en regard au stress hydrique que connaît la région depuis quelques années, l'État a prévu, dans le cadre d'un programme d'urgence, de réaliser 15 nouvelles stations de dessalement à travers le pays dont une dans la wilaya frontalière d'El-Tarf.

Sont prévues également plusieurs autres opérations, auxquelles le Fonds national de l'eau a consacré un total de 130 millions de dinars et dont les travaux seront lancés incessamment à El-Kala et à travers certaines zones d'ombre de Bouhadjar, daïra se trouvant à l'ouest de la wilaya d'El-Tarf, notant qu'aussi, plusieurs autres projets de renforcement de l'AEP tirent à leur fin et ce dans le cadre de l'amélioration de la distribution de l'eau potable durant la saison estivale, période marquée habituellement par un flux considérable de touristes, accentuant les besoins de la région en eau potable.

APS

LIEN ENTRE PROBLÈMES CARDIAQUES ET VACCINS CONTRE LE COVID

L'OMS estime le lien "probable"

Les vaccins à ARN messenger, comme ceux des laboratoires Pfizer/BioNtech ou de Moderna, peuvent "probablement" entraîner des inflammations cardiaques. C'est ce qu'a déclaré l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). De tels effets avaient déjà été étudiés, notamment aux états-Unis.



Les États-Unis ont recensé plusieurs centaines de cas de myocardite ou de péricardite chez des jeunes hommes. Il existe un lien "probable" entre des cas d'inflammation au niveau du cœur et l'injection de vaccins contre le Covid à ARN messenger mais les avantages de ces sérums l'emportent sur les risques, a déclaré vendredi l'OMS, confirmant l'expertise américaine. Dans un communiqué, les experts du Comité consultatif mondial de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour la sécurité des vaccins expli-

quent que des cas de myocardite - une inflammation du muscle cardiaque - et de péricardite - une inflammation de la membrane enveloppant le cœur - ont été signalés dans plusieurs pays, en particulier aux États-Unis.

Des cas plus fréquents chez les hommes jeunes

"Les cas rapportés sont généralement survenus dans les jours qui ont suivi la vaccination, plus fréquemment chez les jeunes hommes et plus souvent après la deuxième dose des vaccins à ARN messenger contre le Covid-19", ont-ils indiqué.

Après examen des informations disponibles à ce jour, les experts de l'OMS concluent que "les données actuelles suggèrent un lien de causalité probable entre la myocardite et les vaccins à ARN messenger". Toutefois, soulignent-ils, "les avantages des vaccins à ARN messenger l'emportent sur les risques en réduisant les hospitalisations et les décès dus aux infections au Covid-19".

Evaluer les effets sur le long terme

Les experts de l'OMS indiquent aussi que les données disponibles suggèrent que

l'évolution immédiate de la myocardite et de la péricardite après la vaccination est généralement légère et répond aux traitements. "Un suivi est en cours pour déterminer les effets sur le long terme", précisent-ils. Les experts de l'OMS vont continuer à évaluer la situation afin d'actualiser leurs recommandations.

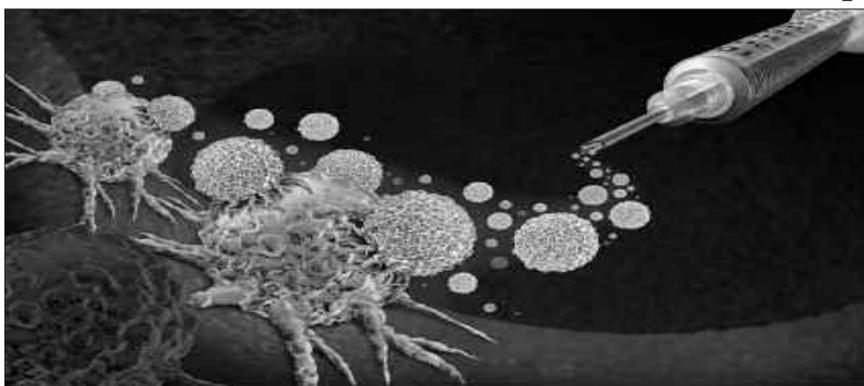
Selon l'OMS, le Comité pour l'évaluation des risques en matière de pharmacovigilance de l'Agence européenne des médicaments (EMA) a examiné, lors de sa réunion du 5 au 8 juillet, les dernières données en provenance d'Europe et a confirmé l'existence d'une relation de causalité plausible entre la myocardite et les vaccins à ARN messenger.

La myocardite est une maladie rare, dont les experts pensent qu'elle est généralement déclenchée par un virus. Le symptôme le plus fréquent est une douleur à la poitrine, et elle est souvent traitée en administrant des anti-inflammatoires, ou si besoin en procurant un soutien en oxygène. Les premiers cas de myocardite ont été signalés en Israël, où la campagne d'immunisation a été plus rapide que dans la majorité des pays.

VACCIN ARNm MULTISOUCHES CONTRE LA GRIPPE

Moderna entame les essais cliniques

Les vaccins à ARNm continuent de faire leurs preuves en matière d'efficacité, et les entreprises exploitant désormais la technologie pour les vaccins Covid-19 développent d'autres et déjà de nouveaux vaccins contre d'autres virus ou maladies. Dans cet objectif, la société de biotechnologie Moderna vient d'entamer les essais cliniques de son nouveau vaccin ARNm multisouches contre le virus de la grippe. Moderna a déclaré qu'elle avait déjà administré une dose à ses premiers participants à l'étude pour son vaccin mRNA-1010 ciblant plusieurs souches de grippe. La société a l'intention de recruter au total 180 adultes aux États-Unis pour la phase 1/2 de l'essai, visant à évaluer la sécurité (phase 1) et l'intensité (phase 2) de la réponse immunitaire au vaccin. Ce vaccin est basé sur la même technologie d'ARNm (ARN messenger) que celle utilisée pour le vaccin Covid-19, qui est efficace à plus de 90 % contre la majorité des souches. Si l'essai est concluant, il



pourrait déboucher sur une nouvelle génération de vaccins antigrippaux plus protecteurs.

"Nous pensons que nos candidats vaccins contre la grippe saisonnière seront un composant important de nos futurs vaccins respiratoires combinés", a déclaré le P.-dg Stéphane Bancel dans un communiqué. La majorité des vaccins actuels contre la grippe sont basés sur des virus inactivés

cultivés dans des œufs de poule. Les souches doivent être sélectionnées six à neuf mois avant l'utilisation des vaccins, et leur efficacité est d'environ 40 à 60 %, ce qui reste plutôt faible.

Plusieurs molécules ARNm en un seul vaccin

Moderna espère que la technologie

ARNm, qui provoque une réponse immunitaire en délivrant aux cellules humaines des molécules génétiques contenant le code des éléments clés d'un agent pathogène, pourra accélérer le développement, accroître l'évolutivité et l'efficacité des vaccins. Plusieurs molécules d'ARNm qui codent pour différentes souches peuvent également être délivrées dans le même vaccin. Le vaccin contre la grippe en cours de développement cible quatre souches de grippe recommandées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) : A (H1N1), A (H3N2), B/Yamagata et B/Victoria. L'OMS estime qu'il y a environ trois à cinq millions de cas graves de grippe chaque année dans le monde et 290.000 à 650.000 décès respiratoires liés à la grippe. Moderna prévoit également d'explorer des vaccins combinés potentiels contre la grippe, le SARS-CoV-2, le virus respiratoire syncytial (VRS) et le métapneumovirus humain (hMPV).

CONSÉQUENCES DE LA DÉPRESSION

Un champignon hallucinogène en thérapie

Des chercheurs de l'Université de Yale ont mené des recherches sur la psilocybine, une substance contenue dans certains champignons hallucinogènes. Selon eux, celle-ci stimule la croissance immédiate des connexions neuronales et pourrait ainsi être utilisée pour traiter les cas de dépressions sévères.

Selon des chercheurs de l'Université de Yale, aux États-Unis, la psilocybine pourrait permettre de lutter contre les troubles dépressifs. Ces derniers ont en effet réalisé une étude sur cette substance contenue dans certains champignons hallucinogènes.

Les chercheurs ont alors constaté qu'une seule dose de psilocybine donnée à des souris avait permis une augmentation "immédiate et durable des connexions entre



les neurones au niveau de la colonne vertébrale et du cortex frontal médian", selon les résultats publiés dans la revue *Cell-Neuron*. Or, de précédentes études avaient

démonstré une réduction du nombre de connexions neuronales chez les patients humains victimes de dépression ou de stress chronique.

Les scientifiques restent prudents

Les effets provoqués par la psilocybine pourraient ainsi améliorer la transmission d'informations entre les neurones et surtout améliorer l'état d'une personne dépressive. "Nous avons non seulement vu une augmentation de 10 % du nombre de connexions neuronales, mais elles étaient également en moyenne environ 10 % plus grandes, donc les connexions étaient également plus fortes", a expliqué Alex Kwan, professeur de psychiatrie et de neurosciences à Yale et auteur principal de l'étude.

Agences

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

La Lucha mobilise pour la tenue d'élections crédibles

Bienvenu Matumo, de la Lucha, rappelle les valeurs défendues par le président de la République avant son arrivée au pouvoir : "Le président de la République est issu d'un mouvement de gauche, d'un mouvement qui défend des valeurs sociales, qui appartient à l'Internationale socialiste".

Avec la proposition de loi sur la "Congolité", le projet de recensement pour remettre à jour le fichier électoral, les procédures judiciaires contre des hommes politiques (Vital Kamerhe, Matata Ponyo), la Lucha dit s'inquiéter pour le respect du calendrier des élections générales en RDC. Le mouvement appelle à "défendre des élections libres, transparentes et inclusives".

Le mouvement citoyen Lucha a organisé ce vendredi une conférence de presse simultanée à Kinshasa, Bukavu, Mbuji-Mayi, et Kananga pour appeler les Congolais, les partis et les organisations



religieuses à adhérer à un agenda citoyen pour "défendre des élections libres, transparentes et inclusives" en 2023.

Bienvenu Matumo, de la Lucha, rappelle les valeurs défendues par le président de la République avant son arrivée au pouvoir : "Le président de la République est issu d'un mouvement de gauche, d'un mouvement qui défend des valeurs sociales, qui appartient à l'Internationale socialiste."

Il appelle le chef de l'État Félix Tshisekedi à respecter les valeurs qu'il défendait quand

il était opposant : "Il ne doit pas mettre en place des mesures qui écartent les candidats, des mesures qui piègent le processus. Il doit rassurer tout le monde. Il doit mettre un processus inclusif. Il doit jouer ce rôle, en tant que garant de la nation, pour que tout citoyen se sente à l'aise dans le processus, que tous les acteurs aient confiance dans le processus. [...] Aucun glissement ne sera toléré."

Pour lui, la communauté internationale

peut aussi jouer un rôle pour que le processus électoral se déroule de façon conforme : "Je suis content de la position des États-Unis, la position de la cheffe de la Monusco", ici en RDC, se réjouit Bienvenu Matumo de la Lucha. "On appelle les amis du Congo à prendre position pour que nous tous, amis du Congo et Congolais, nous mettions la pression sur Tshisekedi pour organiser des élections dignes, crédibles, inclusives, indépendantes, transparentes, apaisées, consensuelles, en 2023", plaide-t-il.

La Lucha attend des annonces prochaines d'adhésions à son agenda citoyen. Par ailleurs, le mouvement demande la libération du militant de la section de Butembo, Parfait Muhani, détenu actuellement à Goma.

AFGHANISTAN

Les talibans affirment contrôler la majeure partie du pays

Une délégation des talibans, présente à Moscou ce vendredi 9 juillet 2021, a annoncé contrôler plus de 85 % du territoire de l'Afghanistan. Ils ont aussi assuré aux autorités russes qu'ils prendraient "toutes les mesures pour que l'État islamique n'opère pas sur le territoire".

Les troupes américaines et britanniques ont amorcé leur retrait d'Afghanistan après presque 20 ans de combats, poussant des centaines de membres du personnel de sécurité et de réfugiés afghans à se réfugier au Tadjikistan voisin. Les talibans ont lancé des attaques tous azimuts à la faveur de ces retraits et progressent significativement face aux forces gouvernementales afghanes.

Moscou a constaté une forte hausse des tensions à la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan, dont les deux tiers sont actuellement contrôlés par les talibans, a rapporté vendredi l'agence de presse *Interfax*, citant le ministère russe des Affaires étrangères.

Ce dernier a appelé les parties impliquées dans le conflit à faire preuve de retenue et a déclaré que les membres de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), qui regroupe la Russie et cinq autres anciennes républiques soviétiques, agiraient de manière décisive pour empêcher toute agression à la frontière si nécessaire, a rapporté *RIA*.

"Nous prendrons toutes les mesures pour que l'État islamique n'opère pas sur le territoire afghan [...] et notre territoire ne sera jamais utilisé contre nos voisins", a déclaré le responsable taliban Shahabuddin Delawar, par l'intermédiaire d'un traducteur, lors d'une conférence de presse à Moscou.

Les talibans ont ajouté qu'ils discutaient d'un éventuel cessez-le-feu avec le gouvernement afghan et qu'ils arrêteraient leur offensive si les pourparlers de Doha aboutissaient, ont rapporté les agences de presse russes.

Les négociations de paix entre les représentants du gouvernement afghan et des talibans, qui ont débuté en septembre dernier à Doha, piétinent.

Agences

HAÏTI

Le gouvernement demande à Washington l'envoi de troupes

Trois jours après l'assassinat du Président haïtien, les autorités du pays ont indiqué, vendredi 9 juillet, avoir demandé aux États-Unis et à l'Onu l'envoi de troupes afin de sécuriser des sites stratégiques de peur qu'ils ne soient sabotés, alors que le mystère restait entier sur son assassinat.

Si l'on sait que le commando armé qui a exécuté le Président était composé de 28 personnes (26 Colombiens et deux Américains d'origine haïtienne), aucun détail n'a émergé sur les raisons de cet acte ou sur l'identité de ses commanditaires. Les hauts commandements de la police et de l'armée en Colombie ont affirmé lors d'une conférence de presse à Bogota qu'au moins 17 anciens militaires colombiens

étaient soupçonnés d'être impliqués dans l'assassinat.

Craignant que des infrastructures vitales comme les ports, les aéroports, les terminaux pétroliers ou le transport des produits pétroliers ne soient visées pour créer la confusion, le gouvernement haïtien a demandé à Washington et aux Nations unies d'envoyer des troupes pour les sécuriser.

Le département d'État américain a confirmé, par la voix d'un porte-parole, que le gouvernement haïtien avait demandé une aide sécuritaire et en matière d'enquête.

Une source diplomatique à l'Onu avait fait savoir que les autorités haïtiennes

avaient bien fait cette demande en vue de protéger l'aéroport et les installations pétrolières, mais qu'une résolution du Conseil de sécurité était nécessaire à cet effet.

Paralysées pendant plusieurs jours, Port-au-Prince et les zones avoisinantes se sont réveillées vendredi dans un calme apparent et précaire. Les transports en commun, les banques, les pompes à essence, les commerces de rue et l'administration publique recommençaient à fonctionner, les gens se bousculant dans les supermarchés pour s'approvisionner en produits de première nécessité.

Dans le pays, chacun restait toutefois aux aguets, essayant de comprendre comment

AFRIQUE DU SUD

L'ex-Président sud-africain Jacob Zuma s'est constitué prisonnier

Jacob Zuma, président de l'Afrique du Sud de 2009 à 2018, s'est constitué prisonnier le 7 juillet au soir, après des accusations de détournement de fonds publics. Il avait protesté contre une éventuelle incarcération pour raisons de santé. L'incertitude a plané jusqu'à la dernière minute : l'ex-Président sud-africain Jacob Zuma, condamné à 15 mois de prison ferme pour outrage, s'est finalement constitué prisonnier le 7 juillet avant minuit. Une demi-heure avant la fin de l'ultimatum, un convoi d'une dizaine de voitures a quitté à vive allure la résidence de Jacob Zuma à Nkandla, en pays zoulou, selon l'AFP sur place. Il n'a été ni vu, ni entendu mais jusque tard dans la soirée, bien après le couvre-feu fixé à 21 heures, des dizaines de

partisans ont chanté et dansé, certains portant des bandeaux traditionnels en peau de bête. C'est finalement par un tweet que la nouvelle est tombée : "Le Président Zuma a décidé de se conformer à l'ordre d'incarcération. Il est en route vers un établissement correctionnel" dans la province du Kwazulu-Natal, a déclaré la fondation qui le représente. L'ex-Président a été condamné pour avoir évité obstinément de répondre aux questions d'une commission d'enquête sur la corruption. Une de ses filles, Dudu Zuma-Sambudla, a ironisé sur les réseaux sociaux "célébrer l'emprisonnement du combattant de la liberté", qui a passé dix ans au pénitencier de Robben Island aux côtés de Nelson Mandela. Jacob Zuma, 79 ans, a été

condamné la semaine du 28 juin par la plus haute juridiction du pays. Ne s'étant pas rendu de lui-même avant dimanche, la police avait ordre de l'arrêter au plus tard le 7 juillet à minuit. Familier des tribunaux, Jacob Zuma a obtenu que la Cour constitutionnelle réexamine sa sentence le 5 juillet. Il avait aussi réclamé la suspension de son arrestation d'ici là. Le 3 juillet, il avait aussi prévenu, après avoir regalé ses partisans de plaisanteries, qu'il fallait s'attendre à des violences si la police "osait" l'arrêter. Englué dans les scandales, Jacob Zuma avait été poussé à la démission en 2018. Son successeur Cyril Ramaphosa a fait de la lutte contre la corruption un cheval de bataille.

Agences

ITALIE

Ghoulam poursuit son retour à la compétition

Victime d'une rupture du ligament croisé du genou gauche en mars dernier, le latéral gauche du Napoli Faouzi Ghoulam poursuit son processus de rééducation avec le staff médical en vue de reprendre la compétition officielle dès la saison prochaine.

Dans un communiqué publié vendredi sur son site officiel, le SSC Napoli indique que son joueur a effectué une visite de contrôle à la Villa Stuart à Rome (NDLR : établissement où il fut opéré). Une visite qui montre des résultats positifs quant à la réalisation du protocole de soins et de rééducation de l'international algérien ayant subi une seconde rupture des ligaments croisés en mars dernier lors d'une rencontre face à Bologne (3-1) en Serie A.

Ces dernières saisons, le joueur formé à l'AS Saint Étienne enchaîne les blessures et périodes d'indisponibilité après avoir été victime d'une rupture du ligament croisé et d'une fracture de la rotule du genou droit en novembre 2017 et au printemps 2018 ayant entraîné de multiples interventions chirurgicales. Arrivé chez les Partenopei en janvier 2014, Faouzi Ghoulam est sous contrat avec le club napolitain jusqu'en juin 2022.

MERCATO

Ghezal encore plus proche de Beikta

Toujours en cours, les négociations entre Beşiktaş et Leicester pour le transfert définitif de Rachid Ghezal ont atteint un nouveau stade puisque un accord entre le club turc et le joueur aurait été trouvé selon les informations du journaliste italien Nico Schira.

Après avoir conclu son prêt avec le club stambouliote, la probabilité d'un retour de l'ancien attaquant de l'AS Monaco sur les rives du Bosphore demeure de plus en plus élevée. Ainsi selon le journaliste italien Nico Schira, les dirigeants de Beşiktaş seraient parvenus à un accord salarial avec l'international algérien portant sur la base d'un salaire annuel à 2,5 M d'euros ainsi que des bonus pouvant monter jusqu'à 500.000€. L'accord entre les deux parties porte ainsi sur un contrat de trois saisons prolongeant ainsi l'aventure du meilleur passeur de la saison écoulée en Superlig jusqu'en juin 2024. Par ailleurs, les négociations entre les dirigeants des deux clubs demeurent en cours et pourraient aboutir à la formulation d'une offre de transfert définitif dans les prochains jours.

COUPE DE LA LIGUE DE FOOTBALL

Les Canaris se préparent pour la finale face à Magra

Les Canaris, qui ont perdu, avant-hier, la finale de la Coupe de la Caf face aux Marocains du Raja (2-1), ont à présent l'esprit tourné vers la finale de la Coupe de la Ligue contre le NC Magra, prévue dans quelques jours au stade du 5-Juillet.

PAR MOURAD SALHI

L'entraîneur de la JS Kabylie, Denis Lavagne, après avoir félicité ses hommes pour leur parcours honorable dans cette édition, a indiqué que son équipe allait se donner à fond en finale de la Coupe de la Ligue pour tenter de remporter un titre cette saison.

"On ne perd jamais, on apprend. L'échec ce n'est pas de tomber, c'est de ne pas essayer de se relever", a écrit l'entraîneur Denis Lavagne à la fin de la rencontre sur un tableau aux vestiaires. Un très fort message bien apprécié par les coéquipiers de Walid Bencherifa.

L'entraîneur du club a tenu à féliciter ses hommes pour leurs efforts durant tout leur parcours. "D'abord, je tiens à dire que nous avons joué une bonne finale. Les joueurs sont à féliciter pour leur parcours. Ils ont tout donné, mais la Coupe a fait son choix. En football, pour gagner, il faut accepter de perdre. Nous avons tout tenté pour ramener cette coupe, mais la chance n'était pas de notre côté. Atteindre l'ultime étape de la compétition continentale, dans des conditions difficiles, reste un exploit", a-t-il indiqué. Pour Lavagne, cette défaite fait partie du parcours. "Il faut tourner la page et penser à autre chose. Nous avons d'autres objectifs qu'il faut atteindre. Nous allons disputer la finale de la Coupe de la Ligue contre Magra. C'est un autre match très important que nous allons bien préparer. Nous allons donner le maximum pour nos supporters et essayer de leur offrir un trophée cette saison".

Auteurs d'un parcours presque sans faute, les coéquipiers de Zakaria Boulahia, l'auteur de l'unique but face au Raja, quittent la compétition avec les honneurs, alors que personne ne

s'attendait à les voir arriver au dernier stade de la compétition continentale. C'est une campagne continentale réussie à tout point de vue. Le président du club Cherif Mellal confirme : "Nous avons perdu une finale, mais nous avons gagné une équipe pour l'avenir. La vie d'un club ne se résume pas à une finale. Nous allons continuer à travailler pour faire mieux dans les prochaines échéances", a-t-il indiqué.

La JS Kabylie est le troisième club algérien à atteindre la finale de la Coupe de la Confédération, dans sa nouvelle formule, après l'ES Sétif, battue en 2009 par le Stade malien et le MO Béjaïa, qui avait échoué devant l'ogre congolais du TP Mazembe en 2016.

En Championnat, la JS Kabylie occupe la 8^e place au classement avec 45 points. Avec quatre matches de retard, le club phare du Djurdjura peut prétendre à une place sur le podium, même si son objectif principal reste la finale de la Coupe de la Ligue qui sera qualificative pour la prochaine édition de la Coupe de la Confédération africaine. **M. S.**

CHAMPIONNAT NATIONAL OPEN

237 nageurs attendus du 11 au 16 juillet à Alger

237 nageurs, dont 80 dames, prendront part au Championnat national Open d'été, programmé du 11 au 16 juillet à la piscine du complexe olympique Mohamed-Boudiaf d'Alger, a indiqué samedi la Fédération algérienne de natation (FAN).

"L'instance fédérale a le plaisir d'annoncer le retour du Championnat national d'été après une année et demie d'arrêt. Ce rendez-vous sera une étape qualificative pour les Mondiaux en petit bassin (25m) prévus en décembre 2021 à Abu Dhabi (Émirats arabes unis) et les Mondiaux



en grand bassin (50m), en mai 2022 à Fukuoka (Japon)", a écrit la FAN dans un communiqué. Selon la même source, les participants à ce rendez-

vous sont issus de 40 clubs. La compétition s'étalera sur six journées avec douze séances (séries et finales) au programme.

ASTERIX CHEZ LES BRETONS



21h00



Les légions romaines, sous le commandement de Jules César, ont envahi la Bretagne (l'Angleterre). Malgré leur courage, les Bretons ont été défaits parce qu'ils ont l'habitude de cesser le combat tous les soirs à cinq heures pour boire de l'eau chaude avec un nuage de lait. Pour ne rien dire des fins de semaine, réservées à la famille. Un village breton continue pourtant à résister à l'envahisseur, sans illusions sur sa capacité à repousser les assauts romains durablement.

COMME DES GARÇONS



21h00



1969. Journaliste à Reims, Paul Coutard est chargé de créer l'événement lors de la kermesse annuelle de sa ville. Macho un poil lourdingue, il décide alors de former et de coacher une équipe de foot féminine avec l'aide d'Emmanuelle Bruno, secrétaire de rédaction au quotidien Le Champenois. Ils recrutent des femmes très différentes et fans du ballon rond et créent la toute première équipe féminine de football de France.

MAJOR CRIME



21h00



Le lieutenant Provenza prend les rênes de l'équipe alors que Sharon est envoyée d'urgence à l'hôpital, et demande l'aide du FBI. On fait appel au docteur Joe, les parents arrivent et le chaos s'en suit. Le résultat est une autre scène de crime...

EVERYBODY KNOWS



21h00



Laura est partie vivre en Argentine avec son mari Alejandro et ses enfants Irene et Diego. Mais à l'occasion du mariage de sa sœur, elle revient au pays, dans son village natal espagnol au cœur d'un vignoble gorgé de soleil. Les retrouvailles avec sa famille et ses amis, parmi lesquels son ancien amour Paco, sont chaleureuses. Elle apprend à cette occasion que Paco doit se battre pour conserver ses vignes. Mais



LA SELECTION DE MIDI LIBRE

DU SANG DANS LE DÉSERT



21h00



Un western peu connu mais captivant d'Anthony Mann, pétri d'humanisme, et qui dénonce intelligemment le racisme-anti-indien des pionniers. Les scènes de transmission entre Henry Fonda et le débutant Anthony Perkins méritent à elles seules le détour.

DEUX HOMMES TOUT NUS



21h00



Alain Kramer, avocat sérieux et mari fidèle, se réveille nu comme un ver, chez lui, en compagnie de son associé, fiscaliste, qui a troqué son habit pour la tenue d'Adam. L'incompréhension est totale, et aucun des deux hommes n'arrivent à expliquer ce qui a pu conduire à cette situation incongrue et gênante. Quand la femme de Kramer découvre les deux hommes dénudés dans son salon, ce dernier invente n'importe quoi pour sauver son couple et rétablir une vérité qui lui échappe. Mais où se trouve cette vérité ?

NOS JOURS HEUREUX



21h00



Sur le quai de la gare, Vincent Rousseau, 25 ans, compte et recompte consciencieusement ses troupes, dont il va devoir s'occuper durant trois semaines, aidé par ses gentils monos. Parmi eux, Nadine et Joseph... Dès le départ du train, il constate que les choses sont moins simples qu'il ne l'imaginait. Entre celle qui a perdu sa valise et celui qui ne veut pas lâcher la sienne, sans parler de celui qui harcèle tout le monde de questions et celle qui refuse d'arrêter son walkman, les enfants se montrent plus qu'ingérables...

CAMPING PARADIS



21h00



Au petit matin toute l'équipe du camping est préoccupée car les invités vont arriver mais Tom, lui, est aux abonnés absents. Personne ne sait où il se trouve et encore moins à le joindre. A son arrivée tardive, il ne s'attend pas à ce que Monsieur Parizot soit au courant pour sa nouvelle copine. Celle-ci n'est autre que Stéphanie, l'infirmière de la région venant régulièrement au camping pour prodiguer ses soins.



Web : www.lemidi-dz.com

Gérant : Reda Mehigueni
e-mail : direction@lemidi-dz.com

La rédaction
e-mail : redaction@lemidi-dz.com

Standard : 021.18.22.67
Rédaction : Tél-Fax : 023.18.22.67
Publicité : Tél-Fax : 023.18.22.67
publicite@lemidi-dz.com
Pour vos publicités s'adresser à l'ANEP
01, avenue Pasteur, Alger

Impression :
Centre : SIA Diffusion : Midi Libre
EURL Midi Libre
au capital social de 12.000.000 DA
Compte Bancaire :
SGA Bouzaréah : 021000071130000214 clé 16
Adresse : 12 rue Fouzia-Moulahe Rostomia Clairval Alger.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de la rédaction. Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration, adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.

Fajr	03:50
Dohr	12:54
Asr	16:44
Maghreb	20:11
Icha	21:49

CONTRE CEUX QUI MENACENT L'ALGÉRIE

NOUVEL AVERTISSEMENT DE L'ANP

Le dernier numéro de la revue *El Djeich* a réitéré l'avertissement lancé récemment par le général de corps d'armée, Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP) à l'égard de ceux qui menacent l'Algérie. Pour l'ANP, le discours du général de corps d'armée, Saïd Chanegriha, est clair, net et ne laisse place à aucune interprétation, "comme il ne nécessite aucune explication".

L'auteur de l'édito de la revue a été plus explicite d'ailleurs en recommandant "aux aventuriers et aux inconscients de reprendre le droit chemin, de retrouver leurs esprits et de cesser leurs turpitudes et autres vituperations charlatanesques" à l'égard de l'Algérie.

Dans ce contexte, il a affirmé que l'adhésion du peuple algérien au projet d'édification de l'Algérie nouvelle "n'est pas du goût de certains agitateurs et revanchards".

Ces derniers se sont employés à attaquer "toutes les réalisations qui ont été faites à ce jour, comme l'a souligné Monsieur le président de la République, chef suprême des forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, dans son discours à la Nation, à l'occasion du 59^e anniversaire de l'Indépendance et de la fête de la Jeunesse".

Le peuple algérien, "qui a conforté sa marche triomphale par la référence du 1^{er} Novembre, est en mesure de battre en brèche les intentions des courants suspects et leurs manœuvres visant à attenter à la sécurité et à la stabilité du pays. Il est également déterminé à faire face, résolument et énergiquement, à tous ceux qui seraient



tentés de s'attaquer à l'Algérie, forte par son peuple et son armée. Le peuple algérien, qui célèbre aujourd'hui l'anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale et qui puise dans le génie de ses enfants et dans le hirk béni authentique une foisonnante conscience nationale, demeure hautement vigilant quant aux intérêts suprêmes de la Nation et aux repères jalonnant sa voie de fidélité vers l'unité et la victoire", a-t-il notamment déclaré.

La revue *El Djeich* affirme par ailleurs que la bataille menée par l'Algérie aujourd'hui n'est pas "moins importante que celle menée par notre peuple lors du combat libérateur. Bien plus, elle en est le prolongement naturel". Et, "tout comme les jeunes d'hier avaient théorisé, planifié et

dimement la Révolution libératrice, la nouvelle Algérie s'appuie sur la jeunesse qui est appelée à investir dans divers domaines, à exploiter ses compétences au service du développement de la Patrie et de son unité, d'autant que le nouveau Parlement compte en son sein de jeunes énergies qui portent en elles tous les espoirs et les aspirations de la jeunesse", a souligné l'auteur de l'édito.

Fin juin, le chef d'état-major de l'ANP a adressé, depuis Djanet, une sérieuse mise en garde à ceux qui menacent l'Algérie. "Nous adressons les plus fermes avertissements à tout esprit malade et assoiffé de pouvoir, nourrissant des vellétés de porter atteinte à l'image et à la sécurité de l'Algérie, qu'ils sachent que la réponse sera dure et décisive", a-t-il asséné.

ANCIEN PRÉSIDENT DE LA CGEA Habib Yousfi tire sa révérence

L'ancien président de la Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA), Habib Yousfi, est décédé avant-hier samedi à Alger à l'âge de 92 ans, des suites d'une longue maladie, a appris l'APS auprès de la CGEA.

Né le 21 septembre 1929, le défunt a suivi des études en droit à Paris et rejoint les rangs de la Révolution nationale en tant que membre de la cellule de liaison de la Fédération du Front de libération nationale en France. Il a été arrêté avec un groupe de moudjahidine et placé dans plusieurs prisons françaises. Il était également membre du ministère de l'Armement et des liaisons générales (MALG) à Tanger (Maroc).

Après l'indépendance, il occupe le poste de chef de cabinet du président de la République, Ahmed Ben Bella avant d'investir le monde des affaires à partir de 1967 en fondant une entreprise industrielle privée.

En 1988, le défunt a été l'un des fondateurs de la CGEA qu'il a présidée pendant des années avant que sa femme Saïda Neghza ne lui succède.

"Il rejoint son créateur après un parcours riche en apports et en sacrifices (...) au service de l'économie nationale", a écrit Mme Neghza dans un post sur les réseaux sociaux.

195 CAS D'INTOXICATION À BLIDA DES MESURES D'URGENCE PRISES

Près de 195 cas d'intoxication alimentaire due à la consommation de petit-lait, ont été recensées vendredi soir dans la wilaya de Blida.

Les autorités concernées ont pris des mesures d'urgence. Plus de 100 personnes, dont 90 % sont des enfants, ont été exposées à une intoxication alimentaire suite à la consommation de petit-lait acheté chez des commerçants bien connus situés dans la cité AADL de la commune d'Ouled-Yaïch dans la ville de Blida.

Les 195 cas d'intoxication alimentaire due à la consommation du petit-lait, ont été tous hospitalisés au niveau de l'hôpital Hassiba-Ben-Bouali au centre-ville et la polyclinique de la cité AADL de la commune de Ouled-Yaïch.

L'ensemble des cas hospitalisés ont reçu les soins nécessaires et quitté les établissements de santé.

Par conséquent, des mesures d'urgence ont été vite prises par les autorités compétentes de la wilaya de Blida, a fait savoir, samedi, le directeur du commerce par intérim, El Hadi Bouzekar. Il a été décidé donc, la fermeture immédiate des deux locaux commerciaux ayant commercialisé le



petit-lait à l'origine de cet incident. Il a été procédé également à la destruction de 160 litres de petit-lait retrouvés dans l'un des locaux en question, ainsi qu'au prélèvement d'échantillons pour connaître les raisons de cette empoisonnement. Un procès-verbal pour non-respect de la chaîne du froid et non observation de l'obligation de contrôle de conformité, contre les deux magasins en question.

EURO – DOLLAR Taux de change des principales monnaies

Au marché des devises, les principales monnaies s'échangent toujours très cher face à un dinar algérien qui ne semble pas prêt de redresser. Au marché noir, la valeur de la monnaie unique européenne, malgré un léger recul qu'elle a enregistré ces dernières semaines, se maintient encore autour des 210 dinars algériens. Au marché officiel, le dollar américain s'accroche à son record.

Les cambistes du square Port-Saïd, malgré la stagnation que connaît le marché ces derniers jours, continuent de faire tourner leur petit business. L'euro, dont la valeur a connu un recul notable ces dernières semaines, demeure la monnaie la plus échangée. Un seul euro s'échangeait, le 11 juillet 2021, contre 212 dinars algériens à l'achat et contre 210 dinars algériens à la vente.

De son côté, la monnaie étasunienne ne perd pas de sa valeur. Un seul dollar américain s'échange contre 179 dinars algériens à la vente et contre 176 dinars algériens à l'achat. La livre sterling enfin, s'échange contre 236 dinars algériens à l'achat et contre 239 dinars algériens à la vente.

Cotations officielles de la Banque d'Algérie

À la Banque d'Algérie, après le record inscrit il y a quelques semaines, le dollar américain ne semble pas vouloir faire machine arrière. L'euro de son côté, malgré un léger recul sur le marché officiel, s'échange toujours assez cher. Un seul euro s'échange contre 159.61 dinars algériens à l'achat et contre 161.69 dinars algériens à la vente. Le dollar américain quant à lui est cédé contre 134.80 dinars algériens à l'achat et contre 134.81 dinars algériens à la vente. Enfin, la livre sterling trône toujours sur le marché. Un seul pound s'échange contre 185.85 dinars algériens à l'achat et contre 185.92 dinars algériens à la vente.